

LA RUSSIE INQUIETANTE DE POUTINE

ACTU

Libé

LA RUSSIE INQUIÉTANTE DE POUTINE

Après près de quinze ans d'un pouvoir de plus en plus personnel et autoritaire, retour sur le parcours et les méthodes du nouveau Tsar. Un livre numérique reprenant les meilleurs reportages et analyses de nos spécialistes.

Table des matières

- Couverture
- La Russie inquiétante de Poutine
- Table des matières
- A la recherche du père patrie
- Aux ordres
- Le dur qui dure
- HISTOIRE D'UNE PRISE DE POUVOIR
- La Tchétchénie, rampe de lancement
- Une mise au pas implacable du contre-pouvoir
- Anna Politkovskaia, la vérité assassinée
- UNE FAUSSE SORTIE
- Medvedev, président sans vrai pouvoir
- Claque électorale surprise pour le parti du chef
- Quand la Russie se mutine contre Poutine
- La machine Poutine met de l'huile dans ses truquages
- «Un président, c'est un bon manager»
- VERROUILLER ET RÉPRIMER
- Pussy Riot, les chattes qui chatouillent la Russie
- Mordovie, la privation à tout bout de camp
- Zara, huit ans dans les camps de Poutine
- Les ONG russes dans le collimateur de Poutine
- En Russie, direction rétrograde
- Un bon business de Russie et Paris ferme les yeux
- Kasparov: «La peur est la dernière ligne de défense du régime»
- La tactique de l'indulgence

A la recherche du père patrie

ANALYSE. Pour l'opinion russe, Poutine a su restaurer l'orgueil national et améliorer le quotidien. Son autoritarisme affole les occidentaux et l'économie stagne mais rien ne semble ébranler son pouvoir.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Texte inédit)

A son arrivée au pouvoir, d'abord comme Premier ministre en 1999, puis comme président en 2000, Vladimir Poutine était un inconnu. Aujourd'hui, quinze ans et trois mandats plus tard, la Russie ne connaît plus que lui. Qu'il pilote un avion de chasse, pose à cheval torse nu, commande un sous-marin, chasse l'ours ou le tigre, pêche un brochet de 20kg, terrasse un adversaire au judo, ou joue du piano, Poutine s'est bâti une image de surhomme, viril et sportif, et d'homme accompli, un idéal dont le but est de persuader les Russes que la patrie est dans de bonnes mains.

Adoubé par son prédécesseur, Boris Eltsine, Poutine se devait de faire oublier le côté sombre et gris qu'évoquait son passé d'espion du KGB dans cette Allemagne de l'est d'avant la chute du Mur. Il fut servi par les circonstances. Bon nombre de Russes s'étaient sentis ridiculisés par un Eltsine vieillissant, trébuchant à sa descente d'avion comme l'ivrogne cardiaque qu'il était devenu. Ils s'étaient crus trompés par un dirigeant finalement jugé mou de n'avoir pas pu - ou pas su - faire entendre la voix de la Russie contre l'Otan au Kosovo et d'avoir cédé devant les indépendantistes en Tchétchénie.

Poutine sera donc l'anti-Eltsine. Le concurrent et non l'ami des occidentaux, de Bagdad à Damas, en passant par Tbilissi ou Kiev, le champion de la puissance russe. Une phrase a suffi pour en faire aux yeux des hommes un

nouveau héros russe : «*J'irai buter les Tchétchènes jusque dans les chiottes*». Aux femmes, il offre un profil érotisé. Devient l'objet d'une [nouvelle chanson de geste](#) à la gloire de l'homme idéal: «*Je veux un mec comme Poutine/ Un qui est plein de force/ Un qui ne boirait pas/ Un comme Poutine qui ne me ferait pas de peine/ Un comme Poutine qui ne s'enfuirait pas/ Je l'ai vu hier aux infos/ Il disait que la paix est à notre portée/ Avec un mec comme lui/ On est bien chez soi et chez les amis...*» Poutine s'est contre toute évidence défendu d'inciter à un nouveau culte de la personnalité. Mais il aime qu'on l'aime. Et surtout il n'aime pas qu'on ne l'aime pas. Les premiers à s'en être rendus compte sont les marionnettistes des Koukly, une émission de la chaîne NTV sur le modèle des Guignols français, suspendue en 2000 après avoir présenté Poutine comme un nain.

Nez morveux. La Russie de Eltsine était un pays ouvert. On y trouvait toujours un conseiller du président prêt à vous expliquer sa stratégie, qu'elle soit politique ou économique. Celle de Poutine est fermée. En 2008, un journal qui avait eu l'audace de prêter au président une liaison avec une gymnaste a même dû mettre la clé sous la porte. Poutine avait à l'époque réfuté ces rumeurs en mettant en garde ceux «*qui s'ingèrent dans la vie des autres avec leur nez morveux et leurs fantasmes érotiques*». Il annoncera lui-même son divorce cinq ans plus tard. Histoire de bien faire comprendre qu'il est le seul maître de son image.

S'il est convenu de dire que Poutine a mis du baume au cœur de l'orgueil russe, réconcilié vieux communistes et néo-libéraux autour de symboles comme l'hymne soviétique avec un texte dépoussiéré de ses références idéologiques, il faut aussi dire qu'il a mis du beurre dans les épinards de Monsieur Tout-le-Monde. A l'époque de Boris Eltsine, salaires et retraites étaient versés très irrégulièrement. Avec Poutine, cela change, même si pensions et traitements restent bas.

L'expulsion déguisée, puis l'arrestation d'oligarques représentatifs de la période Eltsine, Vladimir Goussinski, Boris Berezovski, en exil dès 2000, puis Mikhaïl Khodorkovski, arrêté en 2003 puis envoyé en prison où il restera dix ans, sont cependant perçus à tort comme un tournant vers plus d'égalité. Il faudra des mois pour que l'opinion comprenne que les proches

de Poutine sont à leur tour autorisés à s'enrichir. Grâce à un pétrole à plus de cent dollars (contre 13 à l'époque Eltsine), la fortune des milliardaires russes est décuplée en dix ans. Poutine lui-même, dénoncent d'anciens proches, serait devenu immensément riche.

L'argent du pétrole et du gaz, une arme redoutable aux mains du monarque qui fera chanter l'Europe, et plier l'Ukraine, ne servira malheureusement pas à un développement durable du pays. La modernisation tarde toujours. Et le rouble baisse, entraîné dans sa chute par le ralentissement de la croissance (1,4% prévus pour 2013 contre 3,4% en 2012 et 4,3% en 2011) d'une économie gangrenée par la corruption. C'est à elle que le parti de Poutine, Russie Unie, devra d'être surnommé le «*parti des escrocs et des voleurs*» lors des législatives contestées de décembre 2011.

Sur le plan de l'idéologie, Poutine ne renouera pas avec les soviets. Il leur substitue une sorte de paternalisme autoritaire qui s'appuie sur l'orthodoxie d'une part et le rejet de tout ce qui vient de l'étranger de l'autre. L'avant-gardisme artistique est de nouveau réprouvé, comme le montre la condamnation à deux ans de prison de deux jeunes femmes appartenant au groupe Pussy Riot, qui avaient osé chanter une prière anti-Poutine dans la grande cathédrale orthodoxe de Moscou. L'homosexualité est perçue comme un mode de vie importé, étranger aux coutumes locales. Et les ONG des droits de l'homme, y compris les plus prestigieuses, qui ont consacré leur existence à recenser les crimes du stalinisme et les errements de la politique caucasienne du nouveau pouvoir, sont priées de se faire enregistrer comme «*agents de l'étranger*».

A l'étranger, l'essentiel est d'affirmer la puissance russe. Poutine a réussi, à la faveur de la crise syrienne, à ramener la Russie sur l'échiquier international, d'où elle avait été pratiquement exclue depuis l'intervention américaine en Irak, et l'enchaînement des printemps arabes. Dans ce qu'il considère comme sa zone d'influence, son «*étranger proche*», autrefois soviétique, il a réussi à empêcher ses voisins de se rapprocher de l'Otan, quitte à faire une guerre comme en Géorgie en 2008.

Mais même la puissance de l'Union Soviétique s'était révélée être un colosse aux pieds d'argile. Alors, à chaque fois qu'un attentat réveille dans la douleur une ville endormie de Russie, il n'est pas inutile de se demander si la pacification du Caucase russe, réalisée dès l'arrivée de Poutine, par une guerre impitoyable en Tchétchénie, n'est pas finalement qu'un trompe-l'oeil.

Aux ordres

EDITORIAL. Il ne fait pas bon s'opposer à Vladimir Poutine. Président pour la troisième fois, l'ancien colonel du KGB, qui ne supporte aucune contestation de son pouvoir absolu, gouverne désormais par le contrôle et la répression.

Par François SERGENT

(Paru le 19 juillet 2013)

Condamné à cinq ans de colonie pénitentiaire, Alexeï Navalny, le principal opposant au président russe, ne pourra se présenter ni à la mairie de Moscou ni à la prochaine présidentielle.

Les Pussy Riot coupables de s'être ri du tsar sont dans des camps de travail ; Khodorkovski, oligarque devenu critique impitoyable du régime, survit en Sibérie sous le coup de condamnations aussi injustes que répétées. D'autres, journalistes, activistes, militants des droits de l'homme, ont été tués par les hommes de main du régime ou transformés en légumes. Les ONG considérées comme des «agents de l'étranger» par une loi *ad hoc* sont plombées. Dans la Russie de Poutine, la justice comme la police, les médias comme la Douma, sont aux ordres du Kremlin comme aux bonnes heures de l'Union soviétique. La Russie n'est pas un Etat de droit.

Vladimir Poutine est pourtant reçu par François Hollande comme un chef d'Etat respectable. Il participe au G8 à côté des démocraties occidentales dont il ne partage ni les valeurs ni les intérêts. La Russie défend et arme Damas et Téhéran. Il est plus que temps que l'Europe et la France traitent Poutine pour ce qu'il est. Un dictateur.

Vladimir Poutine, le dur qui dure

BIOGRAPHIE. L'ex-agent du KGB, élu président en 2000, tient toujours le pays treize ans après, sans l'ombre d'un rival et avec une brutalité assumée.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC et Véronika DORMAN

(Paru le 9 novembre 2013)

Ce n'est pas un joueur d'échecs, mais un judoka de haut niveau, qui sait tirer parti de la force de ses adversaires pour les déséquilibrer et les envoyer au tapis. Vladimir Poutine était l'empêcheur de tourner en rond, il est devenu ces derniers mois, à la faveur de la guerre civile syrienne, le «sauveur du monde» - même s'il n'est pas nécessairement celui des Syriens de toutes confessions qui continuent à mourir chaque jour. Et pourtant c'est toujours le même, l'homme qui jure comme un charretier et aime montrer ses muscles (au sens propre comme au figuré), qui a écrasé la Tchétchénie, envahi la Géorgie, et se sert du pétrole pour mettre au pas ses voisins et déstabiliser l'Europe.

S'il regrette la disparition de l'Union soviétique - «*la plus grande catastrophe du siècle dernier*» -, ce n'est pas pour des raisons idéologiques. Ce qui lui manque, c'est le monde bipolaire, celui où Kennedy et Khrouchtchev s'apostrophaient à l'ONU, celui où Reagan et Brejnev relançaient la course aux armements, et non l'ordre unipolaire ou multipolaire où Eltsine approuvait les choix de la diplomatie américaine. Car la Russie qu'on respecte, c'est la Russie qu'on craint, pas celle qui se couche, croit-on encore à Moscou.

Un espion, un patriote

D'une certaine manière, Vladimir Poutine est un produit marketing de l'élite russe. Celle qui a survécu (politiquement et économiquement) à l'effondrement de l'URSS ; qui, en ce milieu des années 1990, n'a pas ou peu voyagé, et se trouve encore mal désoviétisée. Le premier président de cette Russie, Boris Eltsine, est réélu en 1996, mais il déçoit. Il a fait la paix avec les Tchétchènes, laissé faire les Occidentaux dans les Balkans, et abandonné les pays baltes à l'Otan. Il lui faut un successeur, pensent les faucons. La recherche prendra plusieurs mois. C'est là qu'entrent en jeu les *polit technolog*, variante russe du *spin doctor* anglo-saxon. «*Des foules de journalistes, d'hommes politiques et de sociologues ont défilé au Kremlin au cours de cette période*», se rappelle en 2003 dans la revue *Politique internationale* Gleb Pavlovski, le plus connu de ces faiseurs d'image. «*Petit à petit, nous avons vu émerger le profil souhaité par la population : un homme jeune, sportif, en bonne santé, avec un passé militaire, y compris au sein de l'armée ou des services secrets soviétiques. Bref, un "super-espion" héroïque.*»

Dans nos sociétés occidentales, à l'exception de James Bond, un espion n'est jamais un personnage positif. En Russie, surtout à cette époque, c'est un patriote. Mais Poutine n'est pas un super-espion. Son palmarès d'agent du KGB est plutôt médiocre : ce diplômé de droit de Saint-Pétersbourg, sa ville natale, n'a eu que de modestes attributions pendant ses années de résident à Dresde, de 1985 à 1990, malgré le titre ronflant de directeur de la Maison de l'amitié germano-soviétique. Il a l'intelligence, à son retour, de se tenir à l'écart des putschistes qui veulent restaurer l'URSS. Il se lie avec Anatoli Sobtchak, son ancien professeur de droit devenu maire de Saint-Pétersbourg. Il le sauve même en organisant son départ du pays face à des accusations de malversations, et gagne une réputation de loyauté à toute épreuve.

Pendant son mandat d'adjoint aux affaires internationales à la mairie de Saint-Pétersbourg, Poutine, ayant quitté les services secrets (pour autant qu'on puisse quitter le KGB), révèle des talents aux antipodes de l'image

d'homme intègre que ses partisans tenteront plus tard de forger. Il contrôle les flux d'argent et troque des matières premières russes contre des produits alimentaires allemands... lesquels n'atteindront pas leur destinataire, raconte la journaliste Masha Gessen dans *Poutine, l'homme sans visage*. Pour elle, c'est la preuve qu'il souffre déjà du «*désir compulsif*» de s'emparer des biens des autres. Un travers qui sera au fondement du conflit, en 2003, avec l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski, patron du géant pétrolier Ioukos, toujours en prison après avoir été dépouillé de son empire économique.

C'est pour administrer les biens du Kremlin que le discret et loyal Poutine est appelé en 1996 à Moscou. Nommé chef du FSB (le nouveau nom du KGB) en 1998, puis chef du Conseil national de sécurité l'année suivante, il utilise ses dons manœuvriers pour tirer Eltsine des griffes de la justice. En échange de l'immunité totale, Eltsine nomme Poutine Premier ministre et le désigne comme son successeur. Poutine se sert des attentats non élucidés (attribués à des manipulations des services secrets) qui ont détruit plusieurs immeubles de Moscou en septembre 1999 pour relancer la machine de guerre en Tchétchénie. Soutenu par l'appareil, il est élu président en mars 2000.

«La démocrature»

Dès les premiers mois, il réduit les indépendantistes tchétchènes, épure les médias, met au pas les oligarques dissidents, recentralise le pays, réhabilite certains symboles de l'Union soviétique. Et place ses hommes à tous les niveaux. A la fin de son premier mandat, en 2004, selon les données de la spécialiste des élites russes, Olga Krychtanovskaïa, 25% des membres de l'élite politique sont issus du KGB ou des structures de force (intérieur, armée ou parquet), contre 13% avant son arrivée. A la fin de son second mandat, en 2008, ce pourcentage passe à 42%. Les dirigeants estiment vivre dans «*une démocratie dirigée*», leurs adversaires, eux, dénoncent une «*démocrature*».

Au début des années 2000, les opinions se mobilisent peu à peu contre les régimes similaires dans les pays voisins ; c'est la révolution des roses en Géorgie, puis la révolution orange en Ukraine. Dans ces mouvements, Poutine ne voit que la main de Washington. Son discours anti-occidental, de simple propagande pour s'attirer les voix des nostalgiques de la grandeur de l'empire, se fait plus musclé. Mais, soucieux de continuer à être reçu par les grands de ce monde, il évite de franchir le pas qui aurait fait de lui formellement un dictateur : il ne réforme pas la Constitution pour briguer un troisième mandat, et quitte son poste en nommant son successeur et dauphin, le jeune Premier ministre Dmitri Medvedev. La Russie qu'il lui laisse a beaucoup changé : elle traverse un nouvel âge d'or, celui du pétrole cher.

Le 8 mai 2008, Poutine est nommé Premier ministre. D'emblée, se pose la question de la répartition des rôles. Les médias comme les politologues s'accordent : l'ex-président a simplement changé d'adresse. Les fonctionnaires sont désorientés : lequel des deux portraits faut-il désormais accrocher dans leur bureau ? Rapidement, le Premier ministre pousse le président au second plan, en plaçant (ou en laissant placer) ses hommes à tous les postes clés, sans permettre à Medvedev de s'entourer d'une équipe bien à lui. Durant quatre ans, Poutine continuera à recevoir, en Russie comme à l'étranger, les honneurs réservés habituellement au résident du Kremlin. Il ne suspendra pas ses pratiques présidentielles : réunions de travail avec les principaux ministres, rencontres avec les chefs d'Etat, conférences de presse géantes et «lignes directes» avec la population. A première vue, la Russie s'est installée dans une «*tandemocratie*» ; en réalité, Poutine en est resté le patron. «*Les vraies décisions en Russie sont prises par M. Poutine. Le président Medvedev joue un rôle important, mais je n'ai pas l'impression que c'est lui qui a le dernier mot dans la prise de décision*», commente le politologue américain Zbigniew Brzezinski, au moment du «*redémarrage*» des relations entre Moscou et Washington, en 2009.

Pendant sa présidence, Medvedev a adopté un nouveau style de gouvernance, plus courtois, consensuel et sophistiqué. Selon le politologue

Stanislav Belkovski, Poutine est jaloux du succès du président auprès de l'intelligentsia libérale et de l'establishment occidental. «*Les conversations interminables sur un dégel social et politique en Russie rendent fou le chef du gouvernement*», écrit l'expert en 2009. Medvedev, lui, serait irrité par les manières brutales de son Premier ministre, qui sapent les efforts du Kremlin à paraître civilisé. De son côté, Poutine ne se gêne pas pour transgresser les limites imposées à sa fonction en se mêlant des affaires étrangères, une prérogative exclusivement présidentielle. Les déboires réels ou fantasmés du tandem font miroiter un instant une compétition possible entre les deux leaders pour le poste de président. Mais tout a déjà été décidé : en 2012, Medvedev prendra la tête du parti Russie unie et du gouvernement, Poutine le gouvernail du pays.

Une dérive liberticide

Sur fond d'une contestation sans précédent, qu'il ignore ostensiblement ou insulte ouvertement, Poutine est donc réélu en mars 2012 pour un troisième mandat. De retour au Kremlin, ce «*pragmatique à tendance conservatrice*» (selon sa propre description) resserre les vis en promulguant une série de lois considérées comme liberticides par l'opposition, et dirigées sans ambages contre la société civile qui a osé le défier. Même si sa cote de popularité n'est plus ce qu'elle était (83% en juin 2008), le chef de l'Etat reste apprécié par une grande partie des Russes (63%, un chiffre stable depuis sa réélection), selon les sondages du centre Levada. Et ce, malgré des mesures qui scandalisent de plus en plus l'opinion internationale, comme la condamnation disproportionnée des punkettes de Pussy Riot, la non moins excessive réponse à la liste Magnitski (liste noire de responsables russes pour leur rôle présumé dans la mort en prison du juriste Sergueï Magnitski, publiée par Washington) interdisant aux parents américains d'adopter des enfants russes, et, plus récemment, une loi interdisant la propagande de l'homosexualité, qui fait des gays les nouveaux boucs émissaires du système Poutine.

Le président russe n'aime recevoir de leçons de personne. Au-delà du populisme certain de sa rhétorique anti-américaine, il entretient un rapport compliqué avec les Etats-Unis, cet éternel rival qui refuse de le prendre au sérieux. Poutine martèle que l'Amérique n'a rien à apprendre à la Russie, et, à chaque fois qu'il ne sait pas quoi répondre à une question dérangeante (droits de l'homme, crise économique, corruption), il se défend ainsi : «*Regardez les Etats-Unis, ce n'est pas mieux.*» Barack Obama aurait été bien inspiré de ne pas chercher querelle à Poutine lorsque celui-ci a décidé d'accueillir Edward Snowden sur le territoire russe. Privé de passeport par Washington, réfugié à Moscou, le jeune homme, qui a révélé l'étendue de la surveillance américaine des téléphones et d'Internet, a donné au président russe l'occasion de donner à son rival une leçon de démocratie. La crise syrienne lui a permis d'y ajouter quelques cours sur le droit international. Et les JO de Sotchi de couronner le tout. L'essentiel pour Poutine est d'avoir réussi à devenir, pour Obama, le seul partenaire qui compte.

HISTOIRE D'UNE PRISE DE POUVOIR

La Tchétchénie, rampe de lancement

TACTIQUE. Nommé Premier ministre par un président Eltsine affaibli, Vladimir Poutine est alors inconnu des foules. La guerre en Tchétchénie et le climat de panique à Moscou après une série d'attentats, vont se révéler un moyen de propulsion hors pair.

Par Véronique SOULÉ

(Paru le 29 septembre 1999)

«*Notre but est de protéger les citoyens russes des terroristes*»: le Premier ministre Vladimir Poutine a résumé hier ainsi l'objectif de l'offensive russe en Tchétchénie. Mais cette nouvelle guerre pourrait bien être aussi et surtout une pièce maîtresse dans la stratégie du Kremlin pour perpétuer son pouvoir. De l'avis des experts, les bombardements massifs ne sont pas le moyen le plus efficace pour «*liquider les terroristes*», en l'occurrence le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev et le commandant Khattab accusés d'être derrière la récente vague d'attentats. Les deux hommes et leurs partisans peuvent toujours se réfugier dans des bunkers ou dans les montagnes.

Scénarios. Au-delà de la Tchétchénie, l'objectif du Kremlin pourrait être lié à son obsession actuelle: éviter la déroute annoncée aux législatives de décembre et l'arrivée au Kremlin d'un homme «*dangereux*» lors de la présidentielle de juin 2000. Depuis des semaines, la presse regorge de scénarios échafaudés par les conseillers présidentiels pour bloquer la route aux «*ennemis*» du Kremlin en tête desquels le maire de Moscou, Iouri Loujkov, et l'ex-Premier ministre Evgueni Primakov et pour assurer la victoire de l'un des siens.

Boris Eltsine a déjà nommé son successeur, le Premier ministre Vladimir Poutine, tout droit sorti du KGB puis du FSB. Mais le poulain présidentiel, inconnu lors de sa nomination et très peu charismatique, a besoin d'une victoire pour espérer figurer sérieusement dans la course. «*Or, il ne peut compter sur aucun succès, et surtout pas sur la croissance économique*», souligne le quotidien *Segodnia*. D'où l'intérêt du Kremlin à gagner cette guerre.

Judoka. Depuis la mi-septembre, l'annonce d'un «*cordon sanitaire*» autour de la Tchétchénie et le début des raids massifs, on semble assister à un scénario huilé. Eltsine est pratiquement absent de la scène publique. Il faut dire que la moindre de ses apparitions relance son impopularité. Poutine est omniprésent. Avec sa démarche de judoka - il pratique les arts martiaux -, son ton cassant et belliqueux, il promet chaque jour d'«*anéantir les bandits, jusqu'au dernier et où qu'ils se trouvent*». Emporté par son tempérament, le Premier ministre a même lâché qu'«*il faudrait les buter jusque dans les chiottes*». Puis ils s'est excusé de cet excès de langage. Mais les Russes n'ont pas été rebutés. Un sondage diffusé dimanche montre une nette hausse de popularité: Poutine, crédité jusqu'ici d'à peine 2% des intentions de vote, en recueillerait aujourd'hui 7%.

Doté d'un conseiller en image chargé de lui donner une stature présidentielle, Poutine semble donc percer, grâce à la Tchétchénie. Rassurant à l'égard d'une population traumatisée par les attentats et intraitable face aux «*bandits*», il est devenu le «*Premier ministre sans peur et sans reproches*», écrit le journal *Izvestia*, qui ajoute: «*Il a remarquablement senti l'humeur de l'opinion, qui attend un homme fort avec une rhétorique dure.*»

L'équipe Poutine a aussi manifestement travaillé sa communication. Le Premier ministre promet qu'à la différence du conflit de 1994-1996, ce sera une «*guerre propre*», sans victimes inconsidérées côté russe. A la télévision, les militaires font des rapports rappelant ceux de l'Otan au Kosovo. Ils montrent des photos satellites de «*cibles stratégiques*», des schémas avec les bâtiments touchés par les frappes, etc. D'un côté, on ne

parle plus guère des scandales qui éclaboussent la «Famille» (le clan présidentiel).

D'un autre côté, la classe politique ne peut qu'approuver la démonstration de force. Une bonne partie de l'opposition avait dénoncé les accords de paix de Khassaviourt, marquant la défaite russe en août 1996. L'opinion a aussi été préparée. Officiellement, on combat des terroristes «*sans visage ni nationalité*». En réalité, tous désignent du doigt les Tchétchènes. Résultat: les Russes sont largement convaincus de la culpabilité tchétchène et de la justesse de la «*punition*» militaire.

Un régime fantoche. Simultanément, les stratèges du Kremlin poursuivent l'offensive politique. Après le coup dur de l'alliance Loujkov-Primakov, ils se retrouvaient sans force politique crédible. Un nouveau bloc formé par une trentaine de gouverneurs vient de se créer, emmené par le ministre des Situations d'urgence, un favori d'Eltsine. Ces calculs politiques n'excluent toutefois pas des visées sur la Tchétchénie elle-même. Particulièrement chez les militaires, impatients de laver l'humiliation de 1996. Selon les *Izvestia*, les «*durs*» militent pour une intervention terrestre et l'installation d'un régime fantoche à Grozny. Les «*modérés*» se contenteraient de «*liquider*» Bassaïev et ses pairs. Poutine serait du côté des «*durs*» mais il étudierait «*les arguments constructifs*» des «*modérés*».

Une mise au pas implacable du contre-pouvoir

PRÉMICES. A l'issue de son premier mandat, la méthode Poutine est posée: assaut contre Ioukos, mainmise sur les médias, conflit tchéchène... Le président n'agit qu'en force, et sans que l'Ouest ne réagisse.

Par Véronique SOULÉ

(Paru le 5 juillet 2004)

Combien d'oligarques emprisonnés, de médias muselés, d'élections truquées et combien de guerres faudra-t-il encore pour que l'Occident réalise que Vladimir Poutine ne fait que lui jeter de la poudre aux yeux? Concomitants ces dernières semaines, le dépeçage de Ioukos et l'extension de la guerre de Tchétchénie à la République voisine d'Ingouchie montrent plus que jamais la réalité du régime de Vladimir Poutine: celle d'un régime qui entretient une guerre dévastatrice dans le Caucase et supprime, un à un, tous les contre-pouvoirs médias critiques, opposition politique ou oligarques trop insolents.

La réaction de l'Occident, Etats-Unis et Union européenne pour une fois confondus? De timides appels à ne pas «*menacer le climat des investissements en Russie*» ou à chercher une «*solution politique*» en Tchétchénie.

Rideau de propagande. «*Je vous assure, la Russie est en train de faire des avancées formidables en matière de démocratie*», tançait un ministre français en visite à Moscou il y a quelques mois, alors que l'assaut contre Ioukos était déjà lancé et Mikhaïl Khodorkovski derrière les barreaux. En

fait d'avancées, Vladimir Poutine en est à son troisième oligarque qu'il dépouille de ses biens pour cause de trop grande liberté de ton à son égard.

A son arrivée au pouvoir en 2000, le président russe a commencé par s'en prendre à Vladimir Goussinski et Boris Berezovski, qui avaient pour principal tort de contrôler des chaînes de télévision critiques: moins tenaces que Khodorkovski, ils ont assez vite accepté de céder leurs télévisions et de s'exiler. *«On comprend maintenant pourquoi Poutine avait commencé par eux, soupire le politologue Alexeï Makarkine. Il s'agissait de mettre les télévisions au pas pour qu'ensuite l'Etat puisse imposer sa version des faits.»*

De ce point de vue, le chef de l'Etat a parfaitement réussi: ce que les téléspectateurs russes peuvent voir ces derniers temps de l'assaut contre Ioukos ou du conflit en Tchétchénie, c'est un Président qui, tous les jours, d'une voix ferme mais suave, délivre ses consignes, assure qu'il ne fait que préserver la Russie du *«terrorisme international»* ou appelle les entrepreneurs à respecter leur *«devoir social»*. A l'abri de ce rideau de propagande, Vladimir Poutine mène une tout autre politique: il confisque les biens des oligarques qui lui déplaisent pour les renationaliser ou les confier à des proches, et poursuit la guerre dans le Caucase, où, chaque jour, les forces russes abattent, enlèvent et torturent.

Que les Russes ne protestent pas, on peut le comprendre facilement: ils sont pratiquement privés aujourd'hui de médias critiques et les fortunes des oligarques se sont faites dans des conditions également scandaleuses dans les années 1990. *«Même les hommes d'affaires qui auraient logiquement dû soutenir Khodorkovski sont aujourd'hui terrifiés, observe le politologue Andreï Piontkovski. Voyez l'ovation qu'ils ont faite à Poutine en novembre dernier. Cela faisait penser à la façon dont les communistes applaudissaient Staline en 1934... avant qu'ils ne soient tous fusillés.»*

Beaucoup plus choquante est en revanche l'attitude des Etats-Unis ou de l'Union européenne, qui ont laissé tomber Mikhaïl Khodorkovski, pourtant le plus libéral et occidentalisé des hommes d'affaires russes. Ministres ou chefs d'Etat qui se sont succédé à Moscou ces derniers mois, sans même

plus mentionner l'affaire Ioukos, préfèrent feindre de voir en Vladimir Poutine l'homme dont ils rêvent pour la Russie : un homme à poigne qui remettrait le pays, brutalement quand il le faut, sur le bon chemin de l'économie de marché. La croissance russe, qui pourrait encore dépasser les 7 % cette année, est là, suffisamment impressionnante pour apaiser les derniers restes de mauvaise conscience, même si tout le monde sait qu'elle est en grande partie due aux prix record du baril de pétrole.

«L'Occident ne s'y trompe pas, observe le politologue Alexeï Makarkine. Il se satisfait du pouvoir en place en Russie parce qu'il craint qu'une alternative ne soit pire : ultranationaliste et antioccidentale. Du point de vue de l'Ouest, Poutine peut faire ce qu'il veut dans son pays, tant qu'il se montre conciliant sur la scène internationale. Ainsi, il n'a pas trop protesté à la récente extension de l'Otan et il a permis la résolution pacifique de la crise d'Adjarie, en Géorgie.» Juste avant de resserrer l'étau sur Khodorkovski, Vladimir Poutine a donné un nouveau gage d'amitié à George W. Bush, en déclarant que ses services avaient prévenu les Etats-Unis que l'Irak *«préparait des actes terroristes»*. *«Pour Bush, ça a changé la donne à l'approche des élections, observe Andreï Piontkovski. Quant à l'Europe, elle s'intéresse surtout au gaz et au pétrole russe. Elle voit en Poutine celui qui peut devenir un tsar mondial de l'énergie en cas de désordre en Arabie Saoudite.»*

Tranquille à domicile et tranquille dans le monde, Vladimir Poutine et les siens peuvent continuer. En France, jusque dans l'entourage de Jacques Chirac, on assurait, récemment encore: *«Vous peignez les choses beaucoup trop en noir. Poutine est un démocrate.»*

Anna Politkovskaïa, la vérité assassinée

ASSASSINAT. Connue pour ses reportages sur la Tchétchénie, la journaliste russe est tuée devant chez elle. Elle s'apprêtait à publier des articles sur la torture et n'avait eu de cesse de dénoncer les mensonges du régime Poutine sur ce conflit.

Par Lorraine MILLOT

(Paru le 9 octobre 2006)

«*Les mots peuvent sauver des vies*», disait la journaliste Anna Politkovskaïa dans l'une de ses ultimes interviews à la radio russe *Echo de Moscou*, l'un des derniers grands médias russes où une certaine liberté d'expression est encore possible. Pour cette conviction, pour ses livres et ses articles où elle dénonçait les crimes commis en Tchétchénie, cherchait les coupables et rendait la parole aux victimes, Anna Politkovskaïa aura finalement donné sa vie elle-même.

La journaliste russe, célèbre dans le monde entier pour ses enquêtes sur les exactions en Tchétchénie, la corruption et les mensonges du régime Poutine, a été abattue, samedi soir, dans l'ascenseur de son immeuble au centre de Moscou, par un tueur qui l'attendait alors qu'elle rentrait de ses courses. Elle était depuis longtemps menacée et s'était vu proposer plusieurs fois l'accueil en Europe. Mais elle avait choisi de rester en Russie, pour continuer à faire savoir la vérité et «*sauver des vies*». Le parquet russe a aussitôt reconnu que l'assassinat est de toute évidence lié à ses «*activités professionnelles*» et a ouvert une enquête pour «*meurtre avec préméditation*». Agée de 48 ans, la journaliste était mère, divorcée, de deux enfants.

Deux pistes. Le bihebdomadaire *Novaïa Gazeta*, pour lequel Anna Politkovskaïa travaillait depuis 1999, avançait hier «*deux pistes principales*» pouvant être à l'origine de cet assassinat : une «*vengeance de Ramzan Kadyrov*», l'homme fort mis en place par Moscou en Tchétchénie, dont la journaliste dénonçait sans cesse les crimes ; ou au contraire une machination de «*ceux qui veulent que l'on soupçonne l'actuel Premier ministre tchéchène*», qui vient de fêter ses 30 ans et pourrait bientôt prétendre au poste de président de Tchétchénie. Ce week-end encore, la journaliste préparait un article sur les tortures commises par les hommes de Kadyrov, ont confié ses collègues de *Novaïa Gazeta*, qui voulaient publier aujourd'hui les photos et témoignages qu'elle avait recueillis.

Quelques centaines de proches et compagnons de pensée d'Anna Politkovskaïa se sont rassemblés, hier midi, place Pouchkine, dans le centre de Moscou, pour un hommage spontané, à l'occasion d'une manifestation d'abord prévue contre la politique antigéorgienne de Poutine. «*Nous aimons Anna*», résumait hier, refoulant les larmes, Tatiana, une grand-mère de 64 ans venue avec un tout simple bouquet. «*La chasse aux Géorgiens comme l'assassinat de notre journaliste, c'est la même politique criminelle de Poutine, dit-elle. Mais que pouvait-on attendre de ces types du KGB ? On sait depuis assez longtemps que ce sont des criminels.*»

Chasse. Des manifestants s'étaient collé sur la poitrine des étoiles jaunes ou des étiquettes déclarant «*Je suis Géorgien*», pour dénoncer la «*traque xénophobe*» lancée la semaine dernière par le Kremlin. «*Ce que notre régime fait avec les Géorgiens ou avec Anna Politkovskaïa, c'est ce que l'Allemagne d'Hitler a fait avec les Juifs. La Russie n'est pas en train de revenir à 1937 [la terreur stalinienne, ndlr] mais à 1933 [le début du nazisme]*», prévenait un de ces manifestants. Même l'assassinat de la plus célèbre (à l'étranger) journaliste russe n'a guère fait descendre dans la rue que la foule habituelle et maigrichonne de l'opposition libérale en Russie. «*La raison n'est même pas que les gens ont peur de manifester, c'est plutôt que tout ça leur est égal ou même qu'ils trouvent très bien que l'on fasse la chasse aux "Noirs" [les Géorgiens et autres étrangers basanés, ndlr], notait*

une participante. *Peut-être la Russie n'a-t-elle finalement que le régime qu'elle mérite.»*

Plusieurs dizaines de journalistes ont été tués, ces dernières années, en Russie, sans que généralement les auteurs des crimes soient identifiés. La victime la plus célèbre jusqu'alors avait été Paul Khlebnikov, le rédacteur en chef du magazine *Forbes* en Russie, assassiné en 2004. Son meurtre n'est toujours pas élucidé.

UNE FAUSSE SORTIE

Medvedev, président sans vrai pouvoir

PORTRAIT. Les Occidentaux veulent voir en lui une alternative à l'autoritaire Poutine. Mais le chef de l'Etat russe, élu en 2008 parce que la constitution interdit à Poutine de briguer un troisième mandat consécutif, dispose d'une marge de manœuvre étroite face à son prédécesseur. Le Premier ministre s'en cache à peine: dans les faits, il dirige.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 2 mars 2010)

Qui est donc cet homme pour lequel la France déroule le tapis rouge, faisant fi des violations des droits de l'homme et des conflits dans le Caucase? On connaît l'image de cyber-président de Dmitri Medvedev, qui communique via blog et podcast: c'est celui qui réclame la modernisation du pays ou une réforme de la justice. On le connaît moins dans son rôle de chef des armées, celui qui, au début du mois dernier, a proclamé une doctrine militaire qui considère l'Otan comme le principal danger extérieur pour la Russie. Le chef d'une armée qui viole le pacte qu'il a signé en 2008 avec Nicolas Sarkozy sur le retrait des forces russes de Géorgie.

Air martial. Deux ans après son élection à la tête de l'Etat russe, l'ancien dauphin de Vladimir Poutine, son mentor devenu son Premier ministre, semble s'être mieux coulé dans ses habits présidentiels. Il a laissé tomber sa petite sacoche d'élève affairé et a appris à poser, l'air martial. Et la blague qui avait fait rire tout Moscou lors de son arrivée au pouvoir semble déjà appartenir au passé : *«Pourquoi Poutine a-t-il choisi Medvedev pour lui*

succéder ? - Parce qu'il n'a trouvé personne d'autre qui mesurait 5 centimètres de moins que lui.»

Poutine, banni du dernier scrutin parce qu'il avait accompli deux mandats, fait mine de vouloir lui succéder lors de la prochaine présidentielle en 2012 et peu de Russes croient que Medvedev peut changer le pays.

Officiellement, la Russie est dirigée par un tandem, même si une majorité de Russes croit que Poutine est aux manettes. *«Les deux hommes ont des différences de sensibilité. Mais ils défendent une certaine idée de la stabilité politique, fait ressortir l'analyste française Isabelle Facon, chercheuse à la Fondation pour la recherche stratégique. Ils ne peuvent pas se laisser aller à des rivalités intestines, car ils sont les arbitres des groupes divers qui constituent l'élite. Ils ont peur d'un conflit qui ferait s'écrouler tout l'édifice.»*

Les deux hommes, expliquait récemment l'analyste russe Vladimir Pribilovski, co-auteur d'un livre polémique sur Poutine, intitulé *le Temps des assassins*, font partie d'une oligarchie de 200 à 300 familles qui dirigent le pays, une oligarchie dans laquelle les hommes ayant un passé KGB - comme Poutine - sont aujourd'hui majoritaires, mais dans laquelle ils doivent composer avec les autres secteurs de la société (industrie, énergie, régions).

Ligne rouge. Medvedev n'est pas seulement un juriste qui a travaillé pour le bien-être et la gloire de son mentor. Il s'est enrichi dans la principale entreprise forestière de Saint-Pétersbourg, la ville où il a commencé sa carrière dans l'ombre de Poutine. Pour la politologue Hélène Blanc, co-auteure avec Renata Lesnik d'un livre intitulé *les Prédateurs du Kremlin*, Poutine a institué *«une dynastie KGB appelée à perdurer après lui»*. Et Medvedev est *«un acteur intermittent du spectacle du Kremlin»*, *«une étoile filante»*. Il *«chauffe le fauteuil de son patron»* et celui-ci lui fera *«peut-être une place de Premier ministre quand il sera revenu au pouvoir»*.

S'il est un domaine dans lequel les deux hommes semblent n'avoir aucune différence d'appréciation, c'est bien celui de la défense et de la sécurité. La dernière doctrine militaire, adoptée le 5 février, fait de l'élargissement de

l'Otan à ses frontières la ligne rouge que Moscou ne peut pas accepter. *«Le problème, ce n'est pas notre doctrine militaire, mais l'élargissement continu de l'Otan qui avale tous les anciens Etats membres de l'URSS et nos voisins proches, comme la Roumanie et la Bulgarie. C'est là qu'est la menace»*, a expliqué Dmitri Medvedev aux journalistes de *Paris Match* qu'il a reçus à Moscou.

L'élite russe est convaincue que le pays est le perdant du dégel Est-Ouest et qu'il faut rééquilibrer les forces sans verser dans une nouvelle guerre froide. Le modernisateur Medvedev va donc s'attaquer à ce qui constitue l'objectif commun du tandem au pouvoir : rénover l'armée, toujours pléthorique et sous-équipée. Une armée qui n'a gagné la guerre en Géorgie qu'en raison du nombre.

«Torture». Autre domaine où l'opinion attend Medvedev: celui des droits humains. Sa réforme de la justice reste à l'état d'ébauche. Celle de la police, annoncée le 18 février, devrait s'étaler jusqu'en 2012. Confiée aux dirigeants de la police eux-mêmes, elle semble être avant tout une opération de communication. A Strasbourg, la Cour européenne des droits de l'homme croule sous les plaintes de citoyens russes. Présidente du Centre de la protection internationale, l'avocate russe Karinna Moskalenko y défend les dossiers les plus sensibles : les responsables emprisonnés de l'ancien pétrolier Ioukos, la famille de la journaliste assassinée Anna Politkovskaïa, les Tchétchènes harcelés par les milices prorusses ou les citoyens ordinaires victimes des abus de la police et du système carcéral. *«Les propos de Medvedev sont prometteurs, mais ils ne sont pas suivis d'actions, dit-elle. C'est décevant.»*

Le 4 mars, la Cour entendra pour la première fois la plainte des dirigeants de Ioukos, accusant l'Etat russe de les avoir spoliés pour *«priver Mikhaïl Khodorkovski de son indépendance et de sa liberté»*. L'ex-patron de Ioukos et ses collaborateurs sont considérés par les ONG russes comme des prisonniers politiques. *«Si Medvedev veut donner à la société un signal clair, il doit les libérer. Montrer que les personnalités qui dérangent ne seront plus arrêtées. Et réformer la police, qui commet tant d'actes de torture qu'on peut parler de schéma de comportement.»* Y croit-elle ? Elle

ne le dira pas. *«Vous vous souvenez d'Alexei Dymovski, ce major de la police de Novorossiysk qui s'était adressé à Poutine pour dénoncer les abus dans la police ? Il vient d'être arrêté. Même s'il n'est pas complètement blanc, il aurait fallu l'inviter à Moscou, pas l'arrêter.»*

Claque électorale surprise pour le parti du chef

IMPREVU. Tandis que l'homme-lige de Poutine, Dmitri Medvedev, assure une présidence fantoche, le parti du pouvoir, Russie unie, remporte la majorité à la Douma. Mais la marge se rétrécit malgré les fraudes.

Par Veronika DORMAN

(Paru le 6 décembre 2011)

«Russie unie a obtenu exactement ce qu'il mérite, ni plus ni moins. Dans ce sens, ce sont des élections justes, équitables et démocratiques», a déclaré le Président Dmitri Medvedev dès l'annonce des premiers résultats des élections législatives, dimanche soir. C'est-à-dire une perte de 14 points des suffrages par rapport aux élections de 2007. Qui témoigne de la déconsidération auprès de la population d'une faction que l'on appelle volontiers *«le parti des escrocs et des voleurs»*.

Beaucoup de Russes ne croient plus depuis longtemps à des élections *«justes, équitables et démocratiques»* dans leur pays. Ils ont moins participé à un scrutin pour élire des députés auxquels ils font confiance qu'à un référendum contre le parti du pouvoir. Le mot d'ordre *«Tout sauf Russie unie»*, lancé par l'opposition, semble avoir été suivi par un grand nombre d'électeurs, pas forcément rebelles, mais fatigués d'un parti discrédité. Pendant les semaines qui ont précédé le vote, on discutait activement dans les blogs et les journaux des différents moyens d'enlever sa voix à Russie unie : cocher toutes les cases, écrire une blague ou un gros mot sur le bulletin, le déchirer, ou choisir un autre parti, pas tant pour ses qualités particulières, mais parce qu'il a le mérite de ne pas être Russie unie.

Jeunesse écervelée. La cote de popularité de ce parti omnipotent est en baisse depuis longtemps, surtout dans les grandes villes comme Moscou ou Saint-Pétersbourg. Son nom évoque désormais dans l'esprit de beaucoup d'électeurs les grosses bedaines repues, les promesses «soviétiques» de lendemains chantants qui n'arrivent jamais, les mouvements de jeunesse écervelés et agressifs.

Dévoilées au grand jour grâce aux ONG et à Internet, les fraudes et les violations qui ont émaillé la campagne ont fini par jouer contre le parti de Poutine. *«Le pouvoir sentait qu'il perdait prise, il ordonnait aux fonctionnaires dans les régions d'augmenter la pression pour obtenir des résultats, ces derniers n'avaient plus honte de rien et magouillaient ouvertement. Et parmi les gens croissait le sentiment que leur avis ne compte pas»*, analyse Macha Lipman, du centre Carnegie. Même l'OSCE - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe -, d'habitude circonspecte sur les accusations de fraudes massives, a rendu un rapport accablant hier, dénonçant des bourrages d'urnes pendant le décompte des voix et le manque d'indépendance des autorités électorales et des médias durant la campagne.

Pour autant, l'image de Vladimir Poutine en est-elle affectée ? Doit-on interpréter ces résultats comme un désaveu du Premier ministre qui compte revenir à la présidence au mois de mars ? On est tenté de rapprocher cette dernière «claque» aux sifflets de la foule qui ont récemment accueilli Poutine, lorsqu'il est sorti sur le ring après un match de boxe. C'était le premier crime massif de lèse-majesté de l'histoire des relations de l'homme fort avec le peuple. *«Il provoque la lassitude. "Encore douze ans !" pensent les gens, et ça les déprime. Et la goutte d'eau a été l'échange de fauteuils avec Medvedev, ils n'ont même pas fait semblant pour donner aux Russes l'impression qu'ils pouvaient avoir un avis sur la question, ils ont tout décidé entre eux, au mépris des gens»*, assure Macha Lipman.

Disgrâce populaire. Au contraire, affirment quelques voix dissonantes avec le concert général, Poutine a montré à Russie unie que le parti n'est pas grand-chose sans lui. *«On peut transcrire les événements par une formule simple: la cote réelle de Russie unie plus ses ressources*

administratives moins la participation de Vladimir Poutine à la campagne», calcule Alexei Moukhine, directeur du Centre d'information politique. Les 14 points que Russie unie n'a pas obtenus cette fois-ci correspondraient à ceux qui ne soutiennent le parti qu'en tant qu'outil politique de Poutine.

Or, depuis quelques mois, le Premier ministre a entrepris de prendre ses distances avec une faction tombée en disgrâce populaire. *«L'équipe de communication est en train de travailler au projet "Nouveau Poutine", un président qui sera au-dessus de tous les partis à la Douma, qui devront de leur côté s'adresser directement et verticalement à lui. Ce qui rend d'ailleurs toute forme d'alliances inutile»*, considère Moukhine.

Russie unie semble convaincu du contraire. En remportant 49,5% des voix, le parti conserve la majorité absolue à la Douma avec 238 mandats sur 450, mais perd la majorité constitutionnelle. C'est une bonne nouvelle, à en croire les porte-parole, qui ne se laissent pas abattre, alors que les médias russes et étrangers, la Toile, l'opposition, ne parlent que de *«revers»* et de *«fiasco»*. La nouvelle Douma, très différente de la précédente, sera le lieu de *«débats sérieux»*, a assuré Serguei Neverov, le secrétaire du conseil général de Russie unie. Elle sera *«plus joyeuse»* et *«plus énergique»*, espère Medvedev, qui a troqué son fauteuil présidentiel pour la direction de Russie unie.

Quand la Russie se mutine contre Poutine

REPORTAGE. Le 4 décembre 2011, le parti Russie unie a emporté les législatives lors d'un scrutin entaché de fraudes. Trois semaines plus tard, l'opposition fait descendre 120000 personnes dans les rues de Moscou pour réclamer un nouveau scrutin et la démission de l'homme fort du régime.

Par Veronika DORMAN

(Paru le 26 décembre 2011)

«*Le pouvoir a peur parce que nous n'avons plus peur*», martèle à la tribune l'ancien champion d'échec Garry Kasparov, figure historique de l'opposition. Malgré le froid et en dépit des pirouettes du pouvoir pour calmer le jeu, près de 120000 personnes - selon les organisateurs - sont sorties samedi à Moscou pour protester contre les élections falsifiées du 4 décembre. Comme lors des rassemblements précédents, la plupart des contestataires ne sont ni militants ni particulièrement politisés. Ce sont de «*simples citoyens*», qui en ont marre. «*Nous nous sommes réveillés, ce n'est que le début*», clame une banderole. Mais s'ils ne veulent plus de Poutine et de son système, ils n'ont pas forcément une idée nette de la relève qu'ils espèrent.

Depuis deux semaines, leaders et militants des divers mouvements d'opposition ont compris qu'il y a une chance à saisir et préparé la manifestation d'arrache-pied. Jeudi soir, l'un des comités s'est assemblé sous la présidence du blogueur Alexeï Navalny. Autour de la table, nationalistes, socialistes, anarchistes ou libéraux ont laborieusement tenté de trouver un langage commun et de ne pas laisser leurs dissensions,

irréductibles pour la plupart, rompre le charme de cette union sacrée. Quand le ton ou les insultes montaient et que le débat déviait de l'ordre du jour pour s'abîmer dans des considérations politiques, Navalny interrompait sec : *«On arrête là, nous ne serons jamais fondamentalement d'accord, mais l'enjeu principal aujourd'hui est de rester soudés. Nous réglerons nos différends politiques et testerons notre soutien populaire plus tard, quand nous aurons rétabli des élections honnêtes.»*

«Bariolé». A 14 heures samedi, l'avenue Andreï-Sakharov est noire de monde et hérissée de drapeaux, bannières, banderoles, ballons, pancartes, déguisements... Une colonne d'étendards jaune-noir-blanc nationalistes se fraye un chemin vers la tribune en frôlant une bande de militants communistes brandissant ses drapeaux rouges. Les ballons orange des libéraux-démocrates de Solidarnost se disputent le ciel avec ceux, blancs, des «citoyens mécontents», sans allégeance, armés de leur colère et de leur humour. Partout, des pancartes de fabrication artisanale : *«Goodbye Poutine»* ou *«Echange Poutine contre Khodorkovski»*.

La voix de Dmitri Bykov vibre d'émotion quand il s'adresse à la foule : *«On nous dit qu'il y a beaucoup trop de drapeaux différents ici, que les libéraux ne s'entendront jamais avec les conservateurs, que les communistes se disputeront inmanquablement avec les patriotes, que nous finirons par nous haïr les uns les autres. Mais entre un homme et une femme, il y a beaucoup plus de différences qu'entre un communiste et un libéral, et nous arrivons à trouver un moyen de nous entendre. C'est pareil ici. Nous devons apprendre à nous écouter. Ça ne sera pas facile, mais le bariolé, c'est mieux que l'incolore.»* Dmitri Bykov est écrivain, journaliste, poète, pasticheur et satiriste adulé, mais certainement pas politicien. Pas plus que l'auteur de polars Boris Akounine. Dans un vote organisé en ligne pour désigner les orateurs du meeting qui ont le plus plu, les deux hommes sont arrivés en tête.

«Voleurs».*«Je ne veux pas entendre les politiques, ils n'ont rien à nous dire, résume Marina, une jeune psychiatre. Il n'y a pas de parti ou d'homme politique aujourd'hui capable de remplacer ceux qui sont au pouvoir. Mais je suis heureuse d'écouter des gens "normaux" qui nous parlent de*

solidarité et d'amour.» C'est ce qu'a bien compris Alexeï Navalny, l'un des rares orateurs soutenu aussi bien par les organisateurs que par le public. Le juriste-blogueur anti-corrupcion est devenu en quelques mois le visage de la nouvelle contestation. Coqueluche à la fois de la «génération Internet» et de l'opposition libérale, ami des nationalistes, il est parvenu à articuler les reproches fondamentaux adressés aujourd'hui par les Russes à leurs dirigeants. *«C'est qui le pouvoir ici ?»* lance-t-il aux manifestants. *«C'est nous !»* hurle la foule. *«Nous ne sommes plus seuls, nous avons ressenti la solidarité,* reprend Navalny au micro. *Un pour tous et tous pour chacun. Un pour tous...»* *«...et tous pour un !»* répond l'assemblée.

Les figures politiques suscitent généralement l'irritation du public, qui n'hésite pas à signifier bruyamment son mécontentement. Grigori Iavlinski, le candidat des libéraux de Iabloko à la présidentielle, se fend d'un petit discours presque électoral, tantôt sifflé, tantôt ignoré par les manifestants. Les réactions sont encore plus hostiles quand un nationaliste notoire, Vladimir Tor, s'avance sur scène. Les nationalistes, nombreux dans l'assistance, sont convaincus d'avoir derrière eux la majorité des Russes, sans cesse blessés dans leur fierté patriotique par un *«régime de voleurs»*. Au sein de l'opposition, on a beaucoup débattu de l'alliance avec les mouvements d'extrême droite - dont la plupart sont interdits pour extrémisme -, pour finalement s'y résoudre. Sur scène, Tor appelle à la création d'un parti nationaliste russe. La foule gronde, siffle, des insultes fusent.

«Réformes». Le cortège de samedi a été encore plus important que celui du 10 décembre. Il s'agit désormais de transformer l'essai. Les fêtes commencent et rien n'est prévu avant fin janvier-début février. *«Nous devons nous reposer et reprendre des forces pour continuer le combat»,* écrit sur son blog Boris Nemtsov, l'un des leaders de l'opposition libérale. *«N'abusons pas des meetings. Février nous laisse le temps de voir si le pouvoir répond aux exigences des manifestants. Il est évident que si les réformes politiques ne sont pas enclenchées d'ici là, cela vaudra dire que Poutine et Medvedev nous ont menti une fois de plus. Nous n'aurons aucun droit historique de le leur pardonner.»*

De son côté, Navalny, optimiste, ne doute pas que tout est réuni pour une issue positive : *«Les changements politiques indispensables doivent et peuvent être réalisés paisiblement, parce que les protestataires sont déterminés mais pacifiques et que le Kremlin semble être prêt à évoluer, même si ce n'est qu'au nom de la survie.»*

La machine Poutine met de l'huile dans ses truquages

RÉCIT. La présidentielle du 4 mars 2012, troisième pour Poutine, se profile. Des bus et trains affrétés pour les manifestations jusqu'aux urnes à domicile, Russie unie, son parti, balise d'avance l'élection.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 23 février 2012)

Dans son petit deux pièces d'un immeuble typiquement soviétique dont la cage d'escalier malodorante mériterait un coup de peinture, Irina, une bibliothécaire retraitée pour invalidité de 58 ans, referme la porte derrière le passage d'Olga, l'assistante sociale. Cette fois, celle-ci n'est pas venue lui apporter des médicaments, mais lui expliquer qu'on lui donnerait une urne pour voter à domicile lors de la présidentielle du 4 mars, pour laquelle le Premier ministre, Vladimir Poutine, part favori.

Irina a dit à Olga, une femme énergique presque aussi âgée qu'elle, que, malgré ses douleurs aux jambes, elle ferait l'effort de se déplacer jusqu'au bureau de vote. Mais Olga lui a fait savoir qu'elle doit déposer son bulletin dans l'urne des malades, sinon elle, pauvre Olga, perdra son emploi. *«J'ai cédé. Mais je sais que c'est une technique pour bourrer les urnes»*, dit Irina.

«Crèmes». Le 4 février, une employée de ce centre d'aide sociale avait appelé Irina afin de l'inviter à prendre les autobus mis à disposition pour aller manifester en faveur de Poutine, qui brigue un troisième mandat. *«J'ai dit : "Vous payez combien ?" Elle m'a dit que nous aurions des crèmes pour la peau. J'ai ri. De toute façon, je ne voulais pas y aller. Les employés du centre, eux, je crois qu'ils n'ont pas vraiment le choix.»* Irina a voté Poutine

lors de ses deux premiers mandats. *«Après les esclandres alcoolisés de Boris Eltsine, il apportait la stabilité et était respecté sur la scène internationale»*, se rappelle la retraitée. Maintenant, elle doute : *«J'ai l'impression qu'il ne s'occupe de nous que lors des élections.»*

L'homme fort de la Russie, celui qui s'est fait remplacer pendant quatre ans par son loyal ami Dmitri Medvedev parce qu'il ne pouvait pas se représenter pour un troisième mandat consécutif, court le pays en promettant à tout un chacun ce qu'il a envie d'entendre : des salaires aux professeurs, médecins ou policiers, des bourses aux étudiants et de meilleures retraites aux plus âgés. Selon son porte-parole, il sera aujourd'hui à Moscou, sur le stade Loujniki, où ses partisans se réuniront après avoir défilé sur les quais de la Moskova. En ce Jour des défenseurs de la patrie, les organisateurs espèrent rassembler 40000 personnes dans la matinée sur les berges et 10 000 au meeting du début d'après-midi. Leur but : *«Résister aux forces qui veulent détruire le pays.»*

C'est ce qu'écrit sur son site le Front populaire panrusse, une association créée en mai à l'initiative de Poutine et qui rappelle les fronts populaires de l'époque soviétique. Ce gigantesque organisme est cependant virtuel. Une adresse, une boîte postale, un site internet, mais pas d'accueil, pas de rendez-vous, pas de communication.

Constellation. On trouve encore moins trace du Comité anti-orange, le dernier-né de la constellation poutinienne, qui, lui, n'existe que depuis le 4 février, quand les partisans du candidat numéro 1 ont décidé de ne plus abandonner la rue à l'opposition, laquelle organisait un meeting ce jour-là. Sa fonction est de présenter cette opposition comme un rassemblement de méchants révolutionnaires voulant réitérer, au profit de l'étranger, l'expérience ukrainienne de 2004 connue sous le nom de révolution orange. Ce comité, qui a aligné 100000 personnes dans les rues de la capitale russe le 4 février, n'a qu'une adresse internet vers laquelle les pléthoriques employés d'Edinnaïa Rossia («Russie unie») dirigent la presse.

Russie unie est pourtant dirigé par un certain Vladimir Poutine et présente la candidature de son chef à la présidentielle. Mais le parti fait profil bas,

expiant ainsi la fraude électorale massive des législatives de décembre. La presse évoque ouvertement sa possible transformation, voire sa disparition ou son éclatement, à la faveur de l'adoption d'une nouvelle loi sur les partis, actuellement en discussion au Parlement.

Le Front populaire, c'est aussi des syndicats, dont les intérêts sont ceux du pouvoir. Comme ceux de l'usine Uralvagonzavod d'Ekaterinbourg, celle qui a construit les trains qui amènent ce matin de l'Oural 600 ouvriers pour soutenir Poutine, mais est surtout connue comme le fabricant de chars à qui l'actuel Premier ministre candidat à la présidentielle, vient de promettre près de 2 milliards d'euros d'aides et de contrats.

En même temps qu'elle met les bouchées doubles pour parcourir les dernières longueurs, la machine Poutine multiplie les obstacles au parcours de l'opposition. Après les menaces pesant sur la radio Echo de Moscou, c'est l'hebdo *Novaïa Gazeta* qui est dans le collimateur. Ses journalistes devront travailler un temps sans salaire, car les finances de son propriétaire, le banquier Alexandre Lebedev, sont bloquées par de pseudo-contrôles. Quant au rassemblement prévu dimanche près de la place Rouge à l'appel du Front de gauche, il n'a pas été autorisé. Et sera donc remplacé par de multiples petites actions.

«Un président, c'est un bon manager»

SOUTIENS. Présidentielle 2012. Même si sa troisième campagne provoque des oppositions de plus en plus fortes, Poutine demeure populaire au sein des classes moyennes. Andreï, Mikhaïl et bien d'autres jeunes actifs de Moscou lui restent fidèles.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 5 mars 2012)

Ils sont moscovites, ils sont jeunes et sages, ils travaillent et n'ont pas adhéré à son parti. Mais ils votent pour lui. Vladimir Poutine recrute dans la classe moyenne, grande gagnante des dix dernières années en Russie. Issu d'une famille qui a toujours été du bon côté du manche, Andreï Kisel n'a que 35 ans, et il est déjà directeur du développement au sein d'un groupe immobilier qui construit dans la plupart des grandes villes russes. Fils d'ingénieur, la profession la plus appréciée à l'époque soviétique, il a choisi l'économie, le sésame de la Russie actuelle. Il est reconnaissant à Poutine de la stabilité politique et du boom économique.

«Fier». *«J'ai eu des doutes en 2008, quand la crise économique a commencé. J'ai perdu mon emploi en 2009, et je suis resté au chômage quelques mois. Mais j'ai redressé la tête»*, assure-t-il. Aujourd'hui, avec un doctorat en poche, il gagne près de 4500 euros par mois, beaucoup plus que sa femme, médecin dans le secteur public pour 850 euros mensuels. Avec cette somme, le couple, qui a un bébé de 9 mois, n'a aucun problème pour se loger.

C'est en 2000 qu'Andreï a commencé à soutenir Poutine. A l'époque, il n'était pas sûr de son choix. Il y avait la guerre en Tchétchénie pour laquelle

certains de ses collègues d'université avaient été mobilisés. *«Mais aujourd'hui, on vit et on étudie en Tchétchénie»*, explique-t-il. Quatre ans plus tard, il vote de nouveau Poutine, sans hésiter. *«Je voyais bien alors que la Russie s'était développée, qu'elle avait pris une bonne direction. Je me sentais fier de mon pays.»* Il décide de faire ensuite confiance à Dmitri Medvedev, suivant le choix de Poutine.

Il va souvent en Ukraine, d'où son père est originaire. Sa mère, elle, est née en Allemagne de l'Est où le grand-père d'Andreï, officier soviétique, était stationné. *«J'espérais que Poutine allait réintégrer les ex-républiques soviétiques. Cela ne s'est pas produit»*, regrette-t-il. Il discute politique avec sa famille, tous pro-Poutine. Ses parents n'ont que de toutes petites retraites, 250 euros chacun. *«Ici, personne n'attend rien de l'Etat. Ma sœur et moi aidons financièrement nos parents»*, explique l'économiste qui pense être bien informé, écoute les radios d'opposition, Radio Svoboda («Radio Liberté») notamment. Il ne considère pas ses amis opposés à Poutine comme des ennemis du pays : *«Un président n'est pas un tsar, ce doit juste être un bon manager, et Poutine a de l'expérience.»*

«Racisme». Comme Andreï, Mikhaïl Egorov a choisi le Premier ministre sortant. A 24 ans, il a créé avec deux associés étrangers, un Canadien et un Sud-Africain, un petit bureau de préparation linguistique destiné aux jeunes Russes qui veulent faire carrière à l'étranger. Chef de PME, ce fils de diplomate, éduqué en France et au Maroc, remercie Poutine pour avoir créé les conditions qui lui permettent aujourd'hui d'exercer son activité. *«J'étais petit dans les années 90, mais je me rappelle qu'à l'époque le pays était gangrené par la criminalité. Certes, il reste de la corruption, mais si vous ne voulez pas passer par là, on mettra votre dossier sous la pile, et c'est tout. S'il y a beaucoup de corruption, c'est aussi parce que les gens offrent de l'argent. C'était déjà comme ça à l'époque du tsar Pierre le Grand»*, explique ce jeune francophone, installé depuis un peu plus d'un an à Moscou avec sa fiancée ouzbèke. Auditeur dans un grand groupe international, il estime que *«Poutine aurait sans doute dû faire davantage pour enrayer le racisme»*.

«Il y a quelques années, on entendait tous les jours parler de migrants tués ou blessés. C'est terrible parce que ces Tadjiks, ces Kirghizes vivaient avec nous en Union soviétique», souligne-t-il. Alors, bien sûr, la présence de nationalistes, et même d'ultranationalistes, dans les manifestations de l'opposition ne l'enchantent pas, et le convainc au contraire du bien-fondé de son choix. Il critique aussi le fossé qui sépare les riches des pauvres, *«héritage des années 90»*. En décembre, il n'a pas voté aux législatives. Mais, cette fois-ci, il a déposé son bulletin dans l'urne. *«Aujourd'hui, chaque voix compte.»*

**VERROUILLER ET
RÉPRIMER**

Pussy Riot, les chattes qui chatouillent la Russie

ACTIVISME. De la formation de leur groupe féministe à leur coup d'éclat dans la cathédrale moscovite du Christ-Sauveur, retour sur le parcours des trois jeunes artistes russes condamnées à deux ans de camp pour une prière anti-Poutine.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 8 septembre 2012)

On l'appelle la Bastille jaune à cause de sa tour épaisse et quasi aveugle et de ses murs de briques jaunes. C'est dans cette maison d'arrêt, de facture moderne, que sont détenues les trois militantes de Pussy Riot, condamnées le 17 août à deux ans de prison pour avoir chanté une prière punk dans la cathédrale du Christ-Sauveur, la plus grande église de Moscou, un acte jugé blasphématoire. Curieusement, la partie de la prison où se trouvent les détenus, principalement des femmes, est coincée entre un bâtiment administratif et le monastère Nicolo-Perervinski qui la domine de toute la hauteur de ses coupoles bleues. De quoi conforter des filles qui ont dénoncé la collusion de l'Eglise orthodoxe russe et de l'Etat.

Le Sizo 6, comme s'appelle la maison d'arrêt - sizo, pour isolateur, on ne saurait être plus clair - se trouve à Moscou, mais tout au bout de la ville, dans le quartier de Petchatniki, une banlieue perdue où il n'y a plus de métro, encore moins de banque, et même pas de café. C'est là que les familles viennent rencontrer leurs proches, encore prévenus ou fraîchement condamnés en attente d'un appel ou d'un transfert vers un établissement pénitentiaire. Après avoir franchi toutes les étapes d'un vrai parcours du combattant.

Une histoire d'intellect

Ce mercredi, cinq jours après la condamnation des jeunes femmes, Piotr Verzilov, le mari de Nadejda Tolokonnikova, Nadia de son diminutif, a dû partir de chez lui à 5 h 30 pour avoir une chance de voir sa femme. En cinq mois, c'est la seconde fois qu'il est autorisé à lui rendre visite. Il l'a bien sûr vue lors de son procès, alors qu'elle était assise avec Katia (Ekaterina Samoutsevitch) et Macha (Maria Aliokhina), ses deux amies et coaccusées, dans «l'aquarium», le nom donné à la cage de verre construite au tribunal Khamovniki pour le procès du magnat du pétrole Mikhaïl Khodorkovski, les traditionnels barreaux étant décriés par les associations des droits de l'homme.

Ce mardi-là donc, Piotr, silhouette fluette dans sa chemise à carreaux rouges, arrive à la prison dès potron-minet. Par chance, il n'y a que dix-sept personnes devant lui. Il pourra donc voir sa femme dès 11 heures. Il est ému, mais ne veut pas le montrer. Entre eux, dit le jeune homme de 26 ans, c'est une histoire d'intellect. Il a rencontré Nadia en janvier 2007 à l'université de Moscou, où la jeune fille de 17 ans était arrivée six mois plus tôt de sa Sibérie natale pour étudier la philosophie. Elle l'a séduit par sa culture. *«Je n'avais jamais rencontré une fille si jeune qui avait déjà tant lu sur l'art contemporain. J'étais admiratif.»* En 2008, Nadia donnera une autre version de leur rencontre sur le blog d'un ami artiste : *«Je voulais aider une camarade qui préparait un examen sur le bouddhisme. J'ai appelé un copain qui est venu avec Piotr. Il a commencé à m'expliquer le management japonais. J'ai pensé "comme il est bizarre" !»*

Si ce n'est pas le coup de foudre, c'est quand même une histoire d'amour : *«Tout s'est passé très vite»*, dit Piotr. Le couple se marie fin 2007. Leur enfant naît au printemps suivant. Entre-temps, la jeune femme, déjà enceinte, est partie en Espagne. Elle en revient avec la conviction qu'elle ne pourrait pas vivre en Europe : *«En Espagne, j'avais l'impression de ne pas être dans un pays mais dans un magasin. Partout, des croissants brillants, des petits cadeaux. Tout y est peaufiné. J'ai besoin de quelque chose de plus rude. Depuis mon enfance, je ne rêve que de situations extrêmes.»*

A son retour, Nadia se lance avec Piotr dans l'art politique. Ils participent à l'aventure Voïna («guerre»), un groupe d'artistes contemporains fondé en 2005 par des étudiants de philosophie de Moscou et de Saint-Pétersbourg qui veut réveiller les consciences russes par de nouvelles formes d'expression, fondées sur l'art de rue et la vidéo. *«A l'époque, l'opposition politique classique était insignifiante»*, rappelle Piotr. L'opposition non communiste disparaît même du Parlement après les législatives de décembre 2007. Elle laisse place à une agitation fébrile dans les milieux artistiques. Les deux jeunes gens participent ensemble à *«au moins 30 actions qui ont attiré l'attention des médias»*, relève Piotr, qui joue aujourd'hui le rôle semi-officiel d'attaché de presse des Pussy Riot, quitte à agacer bon nombre de jeunes femmes qui insistent sur leur féminisme. Il cite, entre autres performances, une parodie de lynchage d'homosexuels jouée lors de l'arrivée du maire de Moscou, un homophobe notoire, ou l'entrée en force dans un poste de police pour y accrocher le portrait de Dmitri Medvedev, le dauphin de Poutine qui le remplaça entre 2008 et 2012, alors qu'il n'était pas encore élu. *«Les policiers étaient pris de court, ils pensaient que nous étions un groupe de jeunes proches du Kremlin»*, s'amuse Verzilov.

«Baise pour le nounours héritier»

Les forces de l'ordre ne feront rien non plus quand, à l'intérieur du musée des Sciences naturelles de Moscou quelques jours avant l'élection de Medvedev, plusieurs jeunes couples du collectif artistique, dont Piotr et Nadia, font l'amour en public devant un ours empaillé. L'action s'appelle «Baise pour le nounours héritier», et dénonce le jeu de chaises musicales que vient d'initier Poutine, qui ne se présente pas à sa succession car il ne peut briguer un troisième mandat consécutif de président, avec son dauphin désigné pour lui chauffer la place. *«Nous voulions montrer que, de la même manière que la pornographie est une imitation du sexe, nos élections sont une imitation de la démocratie»*, explique Verzilov. La vidéo de cette action sera utilisée par la propagande officielle pour souligner la prétendue

amoralité des artistes lors du procès expéditif monté contre les Pussy Riot en août.

Agée de 18 ans, Nadia était alors enceinte jusqu'aux yeux. Elle accouche quatre jours plus tard d'une petite fille à laquelle elle donne le nom de Gera, la femme de Zeus (Hera en grec), déesse de la fécondité. *«L'enfant était en retard et j'espérais que faire l'amour accélérerait l'accouchement»*, a-t-elle raconté quelques mois plus tard au concepteur de Voïna, Alexeï Ploutser-Sarno, qui l'interrogeait sur son blog. L'action n'avait rien à voir avec le sexe, confie-t-elle dans sa prison avant le verdict à la journaliste Zoïa Svetova : *«Je suis asexuelle. Je me suis servie de mon corps comme le peintre se sert de ses couleurs.»*

Piotr et Nadia quittent Voïna fin 2009. Le groupe explose entre une fraction basée à Moscou et le reste des membres à Saint-Pétersbourg. *«Nous étions allés au bout de ce que nous pouvions faire ensemble»*, estime Piotr, qui se veut indifférent aux accusations lancées par ses anciens camarades. Ceux-ci lui reprochent en particulier d'avoir mis la main sur les archives du groupe. Après la rupture avec Voïna, Piotr se lance dans l'activisme politique. On le retrouve dans les batailles contre la destruction de la forêt de Khimki à l'été 2010 comme dans tous les mouvements de la société civile qui apparaissent au tournant de la nouvelle décennie. *«C'est un remarquable organisateur, un vrai manager de la politique»*, relève Mark Feïguine, l'avocat de sa femme. Dans ces mouvements, Verzilov côtoie tous ceux qui surgiront sur la scène politique lors des manifs anti-Poutine de l'hiver 2011-2012 : Iouri Chevtchouk, le chanteur culte du groupe DDT, ou bien le blogueur Alexeï Navalny, qu'il appelle son ami.

C'est dans l'opposition que Mark Feïguine rencontre, en 2010, Nadia, lors d'un débat contradictoire dans un café de Moscou. Il est un libéral de droite, elle est de gauche. Elle apprécie Eva Joly, José Bové ou Daniel Cohn-Bendit, se souvient l'avocat. Ils s'affrontent sur les relations entre l'art et la politique. *«Je soutenais qu'il fallait faire des manifestations classiques, avec des banderoles et des slogans ; elle défendait les happenings, plus susceptibles, disait-elle, d'avoir un impact sur la société. Lors de ma dernière visite à la prison, elle m'a dit : "Tu vois, j'avais raison."»* Leur

débat suivait la fallacieuse mise en accusation pour trafic de drogue d'un jeune artiste sibérien de 22 ans. Artem Loskoutov avait eu la mauvaise idée - de l'avis des bien-pensants - de manifester à la fin de meetings officiels, dont le traditionnel défilé du 1^{er} mai, avec des banderoles d'un contenu surréaliste ou en criant : «*Je n'ai pas de slogan.*» Après avoir suivi ces «monstrations» (et non démonstrations, comme on appelle les manifestations en russe), les rieurs ne pouvaient plus que pouffer au passage des cortèges de partis.

«Poutine a pissé dans son froc»

Cette manière de tourner la politique en dérision deviendra par la suite la marque de fabrique des Pussy Riot, qui forment leur groupe en septembre 2011. «*Alors que Voïna devient de plus en plus provocateur, de plus en plus agressif, un comportement qui débouche sur le vandalisme, explique le critique d'art Andreï Erofeev, Pussy Riot choisit une autre attitude, celle de la dérision, du paradoxe et de l'absurde.*» Les jeunes femmes sont des copines. «*A l'été 2010, elles ont passé des vacances ensemble en Crimée. Elles se réunissaient à la maison*», se souvient Stanislav Samoutsevitch, le père de Katia, âgé de 73 ans. Ingénieure en électronique comme ses parents, Katia, 30 ans, la plus âgée des chattes encagoulées, a abandonné son job d'informaticienne pour se consacrer à la photo. Fils d'un caméraman, son père, veuf, ne désapprouve pas la reconversion de sa fille dans la photo et l'art. Mais il n'est pas vraiment au courant des activités du groupe, exclusivement féminin. Un jour de novembre 2011, la police l'appelle pour lui dire de venir chercher Katia. «*Elles avaient fait une performance dans le métro et avaient été interpellées. Les services de sécurité étaient venus. Mais il n'y avait pas de délit, pas de préjudice, alors personne ne savait quoi faire. Je leur ai dit : "Vous allez vous attirer des ennuis." Elles ne m'ont plus jamais parlé de leurs activités.*» Cette action dans le métro, où les jeunes femmes ont embrassé des flics et des fliquettes, une performance signée «Embrassez l'ordure», a eu peu d'écho. Voïna, par exemple, l'a désavouée.

Puis vient décembre. Furieuse de s'être fait voler les élections législatives, la jeunesse est dans la rue. La chanson punk, la dérision, n'est plus qu'un aspect de la parole devenue libre. Les Pussy Riot sont avec les manifestants. Le 5 décembre, Piotr Verzilov est interpellé avec 80 autres personnes, et condamné à dix jours de prison. Nadia et ses copines viennent chanter devant la prison. *«Je ne pouvais pas les voir, mais je les ai entendues. Les gens applaudissaient. J'étais surpris et ravi»*, raconte-t-il. Les Pussy Riot se radicalisent. Le 20 janvier, neuf d'entre elles chantent sur la place Rouge : *«Poutine a pissé dans son froc.» «Les photos de la performance font alors le tour du monde, raconte Piotr. On a entendu dire que Poutine était mécontent. Et on a senti autour de nous se resserrer la surveillance du FSB [l'héritier du KGB, ndlr].»* Comment cela se sent-il donc ? *«Je retrouvais par exemple la fenêtre de la chambre de ma fille ouverte. J'y voyais un signe : attention, sinon ta fille aura des problèmes.»*

Mais rien n'arrête les jeunes artistes. *«C'est une génération élevée après la chute du communisme. Elle n'a pas le réflexe de peur génétique qu'avaient les Soviétiques. Elle ne craint rien ni personne, ni les flics ni le goulag. C'est le visage de la nouvelle opposition russe»*, commente la journaliste Zoïa Svetova.

Cette fois-ci donc, les filles vont dénoncer l'Eglise orthodoxe, très proche du régime. *«En deux mois, le patriarche Kirill a changé plusieurs fois d'attitude. Il a d'abord dit en décembre qu'il fallait écouter la rue, pour finalement en février faire campagne pour Poutine»*, s'indigne Piotr. Les Pussy Riot préparent leur action. *«La cathédrale du Christ-Sauveur a été choisie parce que c'est la plus grande église de Moscou, explique le jeune artiste. Mais aussi parce qu'elle a été reconstruite dans les années 90 d'une manière très particulière. La Russie n'avait pas d'argent, alors le maire de l'époque, Iouri Loujkov, a réuni les mafieux ou oligarques - mais dans ces années-là ce n'était pas très différent -, et il leur a demandé des millions de dollars, sinon ils seraient emprisonnés. Cette église a toujours été liée à l'argent. On y a fait, par exemple, l'article de téléphones portables incrustés de diamants, ou des revues de mode avec des femmes à moitié nues.»*

Ce n'est donc pas par hasard que cinq jeunes chattes encagoulées, revêtues de leurs robes et de leurs collants de couleur vive, débarquent ce 21 février à 11 heures dans la cathédrale et prennent place sur l'estrade située devant l'autel, un espace interdit aux femmes. Il y avait cinq ou six fidèles, une quinzaine de personnes employées par la cathédrale, gardiens, vendeurs de chandelles et de souvenirs. Le groupe s'était fait accompagner par des photographes des agences de presse ainsi que leurs propres vidéastes. *«La sécurité a demandé aux filles de partir. La police a fait la même chose. Elle n'a même pas cherché à imposer une amende. Mais lorsque le clip est sorti, les autorités ont pensé qu'elles devaient agir.»* A la veille de la présidentielle, alors que la rue restait agitée, n'était-ce pas l'occasion rêvée d'attirer l'opinion traditionnelle du côté du pouvoir ?

«On m'a demandé si j'avais des liens avec la CIA»

Le 3 mars, la police passe à l'action. *«Quand nous avons quitté l'endroit où Nadia et moi nous étions retrouvés, raconte Piotr. Des hommes bien habillés ont sorti leurs armes et crié : "Nous sommes le FSB." Comme dans un film. Puis ils nous ont fait entrer dans de luxueux véhicules et nous ont conduits au quartier général de la police.»* Les époux sont interrogés séparément. *«On m'a demandé si j'avais des liens avec la CIA !»* Piotr est relâché, mais sa femme est placée en garde à vue. *«Je pense qu'ils voulaient aussi arrêter Piotr, dit Mark Feïguine, mais ils ont craint les répercussions diplomatiques, car il a aussi la nationalité canadienne, et puis il y a l'enfant de 4 ans. Cela aurait fait un scandale.»* Cette nationalité canadienne, Piotr, fils d'un physicien et d'une enseignante en dramaturgie, l'a obtenue en passant quelques années à Toronto, chez des cousins, pendant ses études secondaires, achevées l'année suivante à Tokyo.

Deux heures plus tard, la police arrêtait Katia Samoutsevitch, la photographe, et Maria Aliokhina, l'écologiste, bénévole dans des associations charitables orthodoxes. Selon Verzilov, c'est la peur du scandale qui explique que les deux autres membres des Pussy Riot qui avaient entonné la «prière punk» aient été laissées en paix. Mais Piotr est

«sûr qu'ils connaissent leur identité». Une certitude qui aurait poussé les deux jeunes femmes à fuir la Russie, ainsi que l'a annoncé le groupe il y a une semaine sur son compte Twitter.

«Des filles fortes, tenaces et audacieuses»

La propagande officielle, qui aime à présenter les jeunes opposants comme des privilégiés, devra déchanter. Aucune des filles arrêtées n'appartient à la jeunesse dorée. Au chômage, Katia vit grâce à la retraite de son père. Macha, 24 ans, qui a un petit Filip de 5 ans qu'elle élève avec son compagnon, est étudiante. Nadia et Piotr font des petits boulots. Aucun d'eux n'a les moyens de s'offrir un avocat. Leurs défenseurs, âgés de moins de 40 ans, travaillent gratuitement. *«Nous avons réinventé la tradition russe de l'avocat politique, née à la fin du XIX^e et au début du XX^e, souligne l'avocat de Macha, le plus jeune d'entre eux, Nikolaï Polozov, 31 ans. Sous Poutine, le travail de l'avocat est devenu semblable à celui d'un convoyeur de fonds. Il prend l'argent de ses clients pour corrompre les juges et le parquet. Ce n'est pas pour ça que j'ai fait du droit.»*

Nikolaï Polozov a commencé à s'impliquer dans la vie politique russe le 5 décembre, quand les premiers manifestants sont sortis protester contre la fraude aux législatives. *«Ma collègue Violetta m'a dit : "Il faut aller dans les tribunaux et les commissariats. Il y aura des arrestations."»* Il s'y est rendu, et a aidé à faire relâcher les jeunes. *«J'ai compris que j'étais bien plus utile à faire ça qu'à scander des slogans.»* C'est lui que Nadia, dont il vient de faire la connaissance, appelle un soir de décembre. On a cassé la porte du petit appartement que le couple habitait à la cité universitaire et emmené son mari, qui venait de sortir de prison où il avait purgé une peine de dix jours. Cette fois, ce n'est pas la police, c'est l'armée qui s'est soudain souvenue qu'il n'avait pas fait son service militaire. L'avocat accourt. Piotr a une dispense, martèle-t-il. *«Le tribunal a reconnu que son arrestation était illégale.»* C'est une victoire. Et un long parcours pour un jeune homme qui avoue piteusement qu'en 2000 il a voté pour Poutine, *«contre le vieux Eltsine malade et les mafieux».*

«Merde du Seigneur»

Après l'arrestation des Pussy Riot, Polozov laisse le cas de Nadia à son collègue Mark Feïguine, qui la connaît mieux. Il prend en charge celui de Macha. Parce qu'elle est croyante, le parquet croit avoir trouvé son maillon faible. A tort. *«Les enquêteurs voulaient en casser une, la faire avouer et fonder toute l'accusation sur ces aveux. Ça n'a pas marché. Ces filles sont fortes, tenaces et audacieuses»*, dit l'avocat.

Les défenseurs peaufinent leurs arguments contre le verdict. *«Tout est illégal, explique Polozov. Les autorités se sont servies de l'article du code pénal condamnant le hooliganisme motivé par la haine religieuse pour ne pas utiliser d'autres chefs d'accusation, comme l'extrémisme ou l'incitation à la haine religieuse car, avec ces qualificatifs, ils n'auraient jamais pu ni les maintenir en détention préventive ni leur donner une peine de prison ferme.»* Et, en vrac, il énumère les biais du procès : la référence à des conciles chrétiens des VII^e et VIII^e siècles, l'appel à des experts non assermentés, le refus d'entendre les experts de la défense, ce dernier point étant un grand classique en Russie. A la fin du procès, même les témoins de l'accusation, le gardien et la vendeuse de chandelles, qualifiés de victimes car offensés dans leurs sentiments religieux, ont demandé à la cour de prononcer le sursis. Leur avocat dit qu'il réitérera cette position lors de l'appel si ses clients lui demandent de le faire. Et les porte-parole du puissant patriarcat ont demandé la clémence, mais après que la condamnation fut prononcée.

Ça s'agite de fait au sein de l'Eglise orthodoxe. De jeunes prêtres et laïcs au service de l'Eglise ont envoyé au patriarcat de violentes lettres de rupture. Ils rejoignent l'Eglise autonome, une Eglise dissidente formée des restes de l'Eglise des catacombes, de l'Eglise russe à l'étranger et d'évêchés comme celui de Souzdal. Ils disent ne pas vouloir *«rester dans la même Eglise que des menteurs et des obscurantistes»*. Un propos qui revient comme un refrain.

A cause de ces poursuites que «vous avez initiées», écrit Sergeï Baranov, un prêtre en rupture de ban, «le monde ne considère plus seulement la Russie comme un pays agressif, mais aussi comme un pays obscurantiste sur le plan religieux». En raison de l'indignation que la condamnation a suscitée, l'affaire a certainement nui au Kremlin et au patriarcat. «Et Poutine et le patriarche cherchent à rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de ce fiasco», relève Alexandre Soldatov, rédacteur en chef du site Portal-credo.ru. A Moscou, les croyants risquent de se détourner d'une Eglise trop proche du pouvoir. «Parmi les jeunes, l'opinion prévaut que les Pussy Riot sont une sorte de bouffons de Dieu [l'équivalent russe de nos bouffons du roi au Moyen Age, ndlr] qui ont le droit de dire la vérité sous forme satirique sur le parvis des églises. Pour eux, elles sont les porteurs du vrai christianisme.»

La chanson est très sévère pour les travers de l'Eglise officielle. En voici les paroles, selon la traduction faite par le site Enrussie.fr : «*Sainte Marie, mère de Dieu, chasse Poutine/Chasse Poutine, chasse Poutine/Soutane noire, épaulettes d'or/Tous les paroissiens se traînent en genuflexions/Le fantôme de la liberté est aux cieux/La Marche des fiertés est envoyée enchaînée en Sibérie/Le chef du KGB, le saint patron/Conduit les manifestants en prison sous escorte/Afin de ne pas offenser Sa Sainteté/Les femmes, donnez naissance et aimez/Merde, merde, merde du Seigneur/Merde, merde, merde du Seigneur/Sainte-Marie, mère de Dieu, deviens féministe/Deviens féministe, deviens féministe/L'Eglise fait les louanges de dictateurs pourris/La procession sort de limousines noires/A l'école tu vas rencontrer le prédicateur/Va en classe lui apporter de l'argent ! Le patriarche [Kirill] Gundyayev croit en Poutine/Il vaudrait mieux que ce soit en Dieu/La ceinture de la Vierge ne remplace pas les meetings/La Vierge Marie est avec nous dans la protestation ! Sainte Marie mère de Dieu, chasse Poutine/Chasse Poutine, chasse Poutine.*»

Le vers qui a le plus fait couler d'encre est le seul que l'on entend distinctement sur la très brève vidéo originale, et non sur le clip diffusé plus tard avec la chanson. C'est celui qui dit «*sran gospodny*», une expression qui signifie littéralement «merde du Seigneur» mais qui n'est pas plus

virulente que le plus ordinaire des sacres québécois, ni plus violent que le très français «putain de merde». *«Le théologien Andreï Kouraïev, de la faculté de Moscou, a lui-même dit qu'il s'agissait d'une expression par laquelle l'homme reconnaît son insignifiance face à Dieu, et non pas d'une insulte»*, relève Alexandre Soldatov.

Passé les querelles linguistiques, l'affaire a relancé le vieux débat sur les liens très spéciaux qu'ont entretenus le KGB et l'Eglise officielle à l'époque de Staline, après 1943. D'ici à se souvenir que Poutine vient du KGB et que le patriarche Kirill fut soupçonné d'avoir joué un rôle d'informateur pour cette organisation au sein de l'Eglise dans les années 60, il n'y a qu'un pas.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois dans cette Russie poutinienne que l'Eglise est appelée à la rescousse contre l'art contemporain. Ancien directeur du département d'art contemporain de la galerie Tretyakov à Moscou, Andreï Erofeev, fut lui-même jugé, en même temps que le directeur du musée Sakharov, pour avoir exposé des œuvres censurées. Le procès a traîné trois ans avec, dit-il *«de faux experts et des témoins ramassés dans les églises pour jurer qu'ils se sentaient offensés»*. Mais, à l'époque, Medvedev était président, il se piquait de modernité, et les deux hommes ont échappé à la prison et écopé d'une amende. Pour le commissaire d'exposition russe, il est clair que *«la société est en train de se resoviétiser rapidement. Pour le KGB, les artistes modernes ont toujours été des dégénérés»*.

Des propositions de Madonna et de Yoko Ono

Les Pussy Riot viennent d'être nommées pour le prix Kandinsky, décerné chaque année en décembre. *«Leur clip est très fort, très réussi, surtout avec le chant du chœur orthodoxe. Cela a produit son effet. Ce n'est pas seulement la voix de nos enfants, c'est la voix du peuple qui crie : "Poutine, va-t-en"»*, estime le critique d'art. Dans leur prison, Macha, Katia et Nadia ne sont pas déstabilisées par les louanges. *«Elles ne veulent pas de récompense financière, dit l'avocat de Nadia. Si elles obtiennent ce prix,*

d'une valeur de 50 000 euros, elles le remettront aux autres prisonniers politiques.» Nadia rit doucement quand elle entend que *Playboy* veut la mettre en une. *«Elle se marre car elle sait que cela ne se fera pas»*, explique son mari. La préoccupation de la jeune femme est autre. Elle va se présenter aux élections virtuelles qu'organise l'opposition les 20 et 21 octobre pour désigner un comité représentatif de 45 personnes. *«Avec sa popularité, elle sera certainement élue»*, pense Piotr, qui songe aussi à être candidat. En attendant, ils sont déjà en campagne pour préparer la grande manifestation du 15 septembre, qui montre que l'opposition n'a pas l'intention de laisser le champ libre à Poutine.

Après des jours de démarches, nous arrivons enfin à rencontrer quelques chattes encagoulées dans un ancien abri antiaérien transformé en studio underground. Bien sûr, il ne s'agit pas des Pussy Riot qui étaient dans la cathédrale, mais d'autres jeunes femmes qui ont participé à des performances en ville. Elles ont la même détermination, la même pensée féministe, le même refus de la hiérarchie.

«Dans la société russe, la femme est à la fois subalterne et chef de famille, c'est insidieux», dénonce l'une d'entre elles. Elles se disent flattées des propositions de Madonna ou de Yoko Ono de les accompagner sur scène. Mais n'entendent pas y répondre. *«Jamais nous ne nous produirons pour de l'argent devant des spectateurs ayant payé leurs billets.»* C'est de l'art qu'elles font, pas du show-biz.

Mordovie, la privation à tout bout de camp

TÉMOIN. Condamnée à deux ans de camp, la Pussy Riot Nadejda Tolokonnikova, dans une lettre ouverte, brise le silence sur les colonies pénitentiaires héritées du goulag soviétique. D'anciennes détenues, rencontrées par «Libération», racontent elles aussi la violence, les humiliations physiques et morales, le travail forcé...

Par Veronika DORMAN

(Paru le 2 novembre 2013)

Etendu sur le perron de la prison, l'homme ne respire plus depuis quelques minutes. Pourtant, sa femme continue de le secouer, se jette désespérément sur sa bouche inerte pour insuffler de l'air dans ses poumons, essaye de lui compresser la poitrine. Elle hurle : «*Volodia, Volodia, tu ne peux pas me laisser toute seule. Tu n'as pas le droit de mourir !*» Et puis, levant les yeux : «*Au secours, aidez-le ! Où est l'ambulance ?*» L'infirmière du camp se gratte la tête. Elle est arrivée trop tard pour secourir Vladimir, foudroyé par une crise cardiaque.

De toute façon, dans sa petite boîte à pharmacie, il n'y avait rien qui puisse aider ce retraité au cœur fragile. A quelques pas de là, des gardiens fument, en se demandant s'il faut ou non l'appeler, cette ambulance.

Vladimir et Raissa, la soixantaine fourbue, ont parcouru 1 500 kilomètres depuis Gelendjik, dans le sud de la Russie, pour voir leur fils, qui purge une longue peine au camp numéro 1, dans le village de Sosnovka, en Mordovie. Une visite de trois jours. Ils sont arrivés la veille et ont attendu près de vingt-quatre heures dans un petit cabanon collé à l'enceinte de la colonie. A ce genre d'audience, permise seulement à la famille proche - épouses,

enfants, parents -, on vient chargé de victuailles. Les quelques mètres carrés du cabanon sont encombrés de sacs, valises, caisses de pain, œufs et jus de fruits. Les visiteurs arrivent directement du train, la veille ou le matin même à l'aube, et attendent que l'officier de garde veuille bien les laisser entrer. Parfois, sans raison, l'entrevue est annulée. L'attente dure en général des heures. Le cabanon n'est pas chauffé. Provocante, une bouilloire trône sous la petite télévision inutile : il n'y a pas d'électricité.

Un passant sur deux vêtu du treillis bleu

En vertu de la loi russe, le fils de Vladimir et de Raïssa devrait purger sa peine dans sa région de résidence. Mais dans le kraï (la région) de Krasnodar, il n'y a pas de camp à régime sévère. Et le couple âgé est régulièrement obligé d'entreprendre un voyage éprouvant. Cette fois, le cœur de Vladimir n'a pas tenu. Au moment où ils ont enfin été appelés, après avoir traîné péniblement les sacs insoulevables vers le porche, il s'est effondré.

Les autres visiteurs détournent le regard et enjambent le corps recouvert d'un drap blanc pour accéder à la porte d'entrée du camp. Ils ont passé la matinée ensemble, dans le cabanon glacé, à comparer leurs histoires (c'est vrai qu'on mange mal dans ce camp, mais il y a toujours du travail pour ceux qui veulent), échanger des conseils (ça ne sert à rien de traîner des kilos de patates de Moscou, mieux vaut les acheter à l'épicerie du coin). En fin de compte, dans l'un de ces camps de Mordovie, dont la sinistre gloire remonte à l'époque soviétique, c'est chacun pour soi face au malheur que représente l'incarcération d'un fils unique, d'un mari, d'un père.

Au sein du système d'exécution des peines russe (FSIN), le réseau de camps du district de Zoubova Poliana forme une sorte de «république autonome» avec sa capitale (le bourg de Yavas), ses propres généraux, son service de sécurité et de surveillance. Hérités du Dubravlag soviétique organisé en 1931, les 17 camps (13 colonies correctionnelles, 3 colonies-hôpitaux, 1 colonie de peuplement) ou «zones» (camp, en jargon), forment

un chapelet s'étirant sur une centaine de kilomètres, le long d'une route rectiligne qui scinde une morne forêt de pins. Chaque colonie est flanquée d'un village désolé, Potma, Sosnovka, Lepley, où l'on décèle, entre les isbas penchées et les immeubles au béton écaillé, des potagers et des flaques d'eau boueuse où barbotent des oies. Les enfants rentrent de l'école en longeant la palissade aveugle de la zone.

«Le système est régi par une omerta»

Certains camps sont construits de part et d'autre de la route, le périmètre d'habitation d'un côté, les fabriques de l'autre. Le petit pont couvert qui les unit résonne plusieurs fois par jour du sourd piétinement des *zeks* (pour *zaklioutchonii*, «détenus»). La prison est au cœur du paysage et de la vie de cette *gloubinka* (la Russie profonde), dont la ligne d'horizon est dessinée par les barbelés avec, pour unique relief, les miradors se détachant sur le ciel incolore dans cette région toujours humide. Presque tous les habitants du coin travaillent pour ou dans les camps. Un passant sur deux, homme ou femme, est vêtu du treillis bleu. La plupart des commerces appartiennent au FSIN, qui structure toute l'économie du district de Zoubova Poliana, dont il est le seul ou presque pourvoyeur d'emplois.

«La Mordovie est une anomalie du système, explique Oksana Trufanova, une militante des droits de l'homme spécialisée dans les cas de torture en prison. C'est pourquoi le travail est particulièrement difficile ici.» Oksana vient tous les deux mois rencontrer les détenus des camps de Mordovie qui lui ont fait parvenir des plaintes, avant d'essayer de faire valoir leurs droits devant la justice. Aujourd'hui, elle n'a pas eu de chance. Alors qu'elle fait partie d'un groupe d'experts du Conseil des droits de l'homme auprès du Président et que les colonies doivent lui être accessibles sur simple requête, partout elle a trouvé porte close.

Depuis que Nadejda Tolokonnikova, l'une des punkettes de Pussy Riot qui purgeait sa peine dans la colonie correctionnelle numéro 14, a décrit dans une lettre ouverte les conditions inhumaines de travail et de détention,

l'administration pénitentiaire est sur le qui-vive. Même les avocats, y compris celui de Tolokonnikova, n'ont plus accès à leurs clients depuis un mois (ce qui est illégal). *«Mais ce n'est pas la loi qui règne ici, explique Oksana Trufanova. Le tribunal de Mordovie n'est plus soumis à la Cour suprême russe, il est impossible de faire appel de ses décisions. Les libérations conditionnelles sont souvent accordées au pot-de-vin. Il est très difficile d'intenter des procès pour abus de pouvoir dans les camps car le système est régi par une omerta.»*

Le FSIN refuse de commenter, et il est quasiment impossible de voir une colonie de l'intérieur. Même les visiteurs de prison et les commissions officielles dénoncent le manque de transparence. *«Les détenus qui risquent de raconter ce qui se passe vraiment sont généralement cachés au moment de nos visites. Les autres savent qu'ils ne doivent pas la ramener, sous peine de représailles»,* fulmine Oksana Trufanova. Ce que confirment en chœur les anciens zeks, ceux et celles qui ont déjà purgé leurs peines et qui n'ont plus à craindre les coups pour avoir dénoncé l'arbitraire qui règne dans les camps.

«Moi, j'étais enfermée régulièrement au mitard quand une commission venait», raconte une jeune femme incarcérée entre 2008 et 2013 à la colonie numéro 2. Appelons-la Lena Ivanova. Elle qui assure ne s'être jamais laissée faire par les matons refuse pourtant que son identité soit révélée. Lena est hors de danger, mais pas ses copines, qui sont encore derrière les barbelés. Le FSIN n'aime pas les rapporteurs. Ce qui se passe au camp doit rester au camp. Selon Oksana Trufanova, les trois quarts des femmes qui envoient des plaintes les retirent quand une commission ou un juriste répond à leur appel et vient leur faire rédiger une déposition par écrit. *«L'administration les soudoie avec des faveurs passagères [qui disparaîtront au bout de deux jours, ndlr] ou les intimide avec des menaces directes qui seront exécutées, ça tout le monde le sait, précise Lena. Personne ne veut finir au chizo [abréviation de chtrafnoï izoliator, le cachot punitif].»*

Les camps, particulièrement féminins, sont souvent tenus par la violence, dont l'intensité dépend directement de chaque directeur. *«Quand les patrons*

[le directeur, Sergeï Porchine, et son adjoint, Viatcheslav Kimyaev] ne sont pas dans la zone, les gardes sont plus laxistes, ils nous laissent tranquilles. Mais quand les deux tyrans sont là, c'est à qui nous donnera le plus de coups et distribuera le plus de blâmes», se souvient Lena. Dans le système carcéral russe, l'humiliation physique et morale est le principal outil de «rééducation», des méthodes dénoncées par tous ceux qui luttent pour le respect des droits des détenus.

Au fondement de l'ordre carcéral, la privation : de sécurité, d'équité, de sommeil, de temps libre, d'hygiène, d'espace privé. La zone est organisée de telle sorte que les détenus n'ont aucun espace privé, ni physique ni mental. Ils sont occupés en permanence, avec la quasi-impossibilité de s'isoler. Le temps libre, limité et structuré à l'excès, est saturé d'occupations. Zara Mourtazalieva, qui a passé neuf ans dans la colonie numéro 13, se souvient de cet enfer permanent que sont les autres : *«Le plus pénible, c'est d'être vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, avec les mêmes personnes. Par moments, tu pètes les plombs. T'as envie de te planquer sous terre, rester seule. Mais il n'existe pas d'espace pour ça.»* La jeune femme en est venue à aimer le chizo. Dans le cachot, elle peut enfin être en tête-à-tête avec elle-même. Le reste du temps, les prisonnières dorment, mangent, travaillent, se détendent avec les 70 à 160 femmes de leur unité. Interdiction également de «privatiser» ne serait-ce qu'un coin de l'espace collectif. *«Ne pense même pas à mettre une photo sur ta table de nuit ou à laisser traîner un objet religieux»,* prévient Lena.

Foyers de tuberculose

Tous les gestes quotidiens sont réglementés et compliqués, ce qui accroît la vulnérabilité des détenues. L'un des moyens d'écrasement les plus pernicious qui ait été élaboré, déjà du temps du goulag soviétique, est l'humiliation par l'hygiène. *«A la colonie, les conditions sanitaires sont pensées pour que le détenu se sente comme un animal sale et impuissant»,* écrit Tolokonnikova. Les témoignages de zeks le confirment : *«Sans même qu'il s'agisse d'une punition, simplement parce c'est une règle inventée par*

eux, nous n'avons pas le droit de nous laver correctement, la douche n'est accessible qu'à quelques élues, les autres se contorsionnent au-dessus d'un lavabo dans une salle commune», raconte Lena. Et si les gardiens en ont décidé ainsi, les détenues peuvent parfois attendre des heures avant d'obtenir l'autorisation d'aller aux toilettes.

Au-delà de l'inconfort, c'est la santé qui est en jeu. Plus alarmant : les prisons russes sont des foyers de tuberculose. Ce mal anachronique y fait encore des ravages et s'exporte au-delà des barbelés. Tant que le malade ne s'écroule pas avec 40 degrés de fièvre, il n'est pas isolé et continue de vivre dans la promiscuité du dortoir, y compris avec une forme active de la maladie.

Lena vient de recevoir une lettre d'une amie, qui écrit de la colonie numéro 21, l'hôpital pénitentiaire : *«Quatre filles de mon unité y sont, elles ont toutes la tuberculose. Nous vivons côte à côte avec des cas de tuberculose ouverte, mais les toubibs ne font rien, à part asperger le baraquement avec un peu de Javel.»* Après avoir souvent refusé des allègements de peine (prévus par la loi) pour les grands malades, et afin de ne pas gâcher les statistiques, le FSIN les renvoie mourir chez eux, déplore Oksana : *«Certains ne retrouvent la liberté que pour décéder quelques heures ou quelques jours plus tard.»*

Des pouvoirs disciplinaires confiés aux détenus

Vitaly Zavertnev, ancien maton devenu avocat, explique pourquoi il est impossible de dispenser des soins médicaux à tous ceux qui en ont besoin. C'est le système qui ne le permet pas. *«Pour accompagner un seul détenu à l'hôpital, il faut mobiliser quatre personnes pour vingt-quatre heures. C'est tout simplement impossible. Les employés des camps sont en sous-nombre.»* C'est aussi par l'insuffisance de personnel qu'il justifie, à l'instar de nombreux défenseurs du FSIN, la tradition de confier une partie des pouvoirs disciplinaires aux détenus eux-mêmes. Les inspecteurs, qui doivent surveiller plus de 100 «criminels», ne s'en sortent pas sans le

secours des chefs d'unité et de brigade, désignés parmi les prisonniers. Le chef d'unité, ou «planton», est l'autorité suprême qui régit la vie quotidienne des zeks, le bras droit de l'administration. Son rôle est de maintenir l'ordre dans le détachement, répartir le travail, attribuer les lits, faire le lien avec l'administration et... punir sur ordre de cette dernière.

«C'est le planton qui nous fait poireauter des heures dehors, sur la place centrale, après le travail, au lieu de nous faire entrer dans les baraquements», rapporte Lena. C'est le planton aussi qui organise à l'intérieur de l'unité la pression qui doit être exercée sur tel ou tel détenu. *«Elles ont tous les droits, continue la jeune femme. Elles peuvent voler, tabasser. Et quand elles ne s'en sortent pas, elles caftent aux flics, et ce sont eux qui viennent nous mettre la raclée.»*

Jusqu'à seize heures de travail par jour

Depuis 2010, les «sections de discipline et d'ordre», entièrement composées de détenus et dont la tâche était de «tenir» les autres, sont interdites. Officiellement, elles ont disparu, mais l'administration n'a pas cessé de déléguer ses pouvoirs coercitifs - *«l'unité numéro 3 est l'unité punitive, c'est là que l'administration envoie celles qui doivent subir des passages à tabac quotidiens»,* écrit Tolokonnikova. La direction du camp encourage également les mouchards. Mais pour Zara, ce n'est pas une fatalité, il est possible de résister à ces propositions. A condition que tu n'aies rien à perdre : *«Les filles qui collaborent sont mal vues aussi. Tu peux toujours refuser de travailler pour l'administration. En général sont démarchées celles qui veulent être libérées en conditionnelle, c'est un moyen de chantage. Celles qui ne le seront pas, elles s'en fichent, inutile d'essayer de les soudoyer.»*

Le «bras gauche» de l'administration est le chef de brigade, le détenu qui organise et dirige le travail des autres, qui rend des comptes à la direction. C'est sous son égide, par exemple, que les couturières rédigent des demandes de dérogation *«de leur propre initiative»* pour travailler des

heures supplémentaires, c'est-à-dire jusqu'à seize heures par jour, quand l'exécution des quotas l'exige. Lena décrit le cercle vicieux des plans de production : pour ne pas être en reste, les brigadières exagèrent, dans leurs rapports, le nombre d'unités fabriquées quotidiennement, puis ces normes fictives sont revues à la hausse par l'administration. Mais quand une brigade est en retard et ne livre pas la quantité d'uniformes prescrite, alors la punition tombe sur les couturières, en épargnant la brigadière : *«On nous fait coudre sans sous-vêtements, les uniformes à même la peau. Ou encore tous les brigadiers se rassemblent, se munissent de courroies et passent dans les rangs en distribuant des coups.»*

Lena Ivanova considère qu'elle a eu de la chance. Elle a peu travaillé à la machine à coudre durant ses cinq années de camp. Quand elle n'était pas au mitard pour insubordination chronique, elle trimait dans l'atelier clandestin de peinture sur bois : *«On décorait, sans toucher un sou, des matriochkas parfois géantes, de 70 pièces, celles qui coûtent des fortunes dans les magasins de souvenirs.»* S'il fallait montrer le camp à une commission, l'atelier était promptement déguisé en local technique et les peintres envoyées à la couture ou enfermées dans les baraquements.

Un été à planter des choux

De manière générale, la corruption est omniprésente dans la colonie numéro 2, témoigne Lena. Tous les postes qui doivent être occupés par des employés libres sont confiés à des détenues, tandis que l'administration empoche les salaires. Les travaux de construction et d'entretien des bâtiments de la zone sont également effectués par les détenues, pour économiser sur les ouvriers temporaires. Pis, les employés du camp eux-mêmes sont parfois obligés de retrousser leurs manches. Cet été, raconte Lena en s'étouffant de rire, tout le monde est parti aux champs : *«Il n'y avait plus que les inspecteurs de garde et la sentinelle. La vie du camp s'est arrêtée, on ne recevait plus de colis, plus rien ne fonctionnait, parce que Porchine avait décidé que tous ses subalternes iraient planter des choux.»*

Sur l'unique route du district qui longe les fameux champs de choux en reliant les colonies entre elles, la circulation est clairsemée : taxis et paniers à salade aux couleurs du FSIN font la navette entre la gare et les camps ; de luxueuses BMW noires (les voitures de l'administration pénitentiaire) dépassent dans un nuage de poussière de vieilles carrioles en bois, indolemment conduites par des charretiers en treillis bleu. Le temps semble piétiner à Zoubova Poliana.

Aux abords des camps, les habitants ne sont pas loquaces. «*Vous croyez qu'il faut être derrière cette palissade pour être en prison ?*» demande Irina Petrovna, une babouchka en robe de chambre et fichu, sortie jeter quelques graines à ses poules. Puis elle se tait. Un homme en uniforme est apparu à la fenêtre du petit immeuble avec une vue imprenable sur la colonie numéro 2. «*Ne perdez pas votre temps, personne ne vous parlera ici. C'est comme raconter les malheurs de sa famille à un inconnu.*» Dans le coin, on dit que les zeks ont commis les crimes, mais c'est toute la région qui paye pour eux.

Zara, huit ans dans les camps de Poutine

TÉMOIGNAGE. La Tchétchène, 29 ans aujourd'hui, a été condamnée pour «terrorisme» en 2005. Soutenue par la journaliste Zoïa Svetova, elle raconte sa détention en colonie pénitentiaire.

Par Veronika DORMAN

(Paru le 25 octobre 2012)

Sa mise coquette et un maquillage adroit ne dissimulent pas la fatigue qui imprègne son visage. La Tchétchène fait plus que ses 29 ans. Mais rien dans sa prestance, un regard vert-de-gris incisif et franc, des épaules fières, ne trahit ses années de prison.

Le 3 septembre 2012, Zara Mourtazalieva est sortie de la colonie pénitentiaire numéro 13, à Potma, en Mordovie, à 450 km de Moscou. *«J'ai vécu en enfer pendant huit ans et demi. Ce n'est pas un mauvais rêve qu'on peut oublier. C'est une terrible école de la vie.»* Elle était attendue avec impatience par les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes qui ont suivi son histoire depuis le début, et l'ont soutenue.

Originnaire d'un village proche de Grozny en Tchétchénie, Zara décide, en 2003, de venir s'installer à Moscou pour aider sa mère, veuve, à subvenir aux besoins de la famille. Elle a 18 ans. Etudiante en langues étrangères, elle trouve un boulot dans une compagnie d'assurances. A la Grande Mosquée, elle rencontre deux jeunes Russes converties à l'islam, Dacha et Anya. *«J'y allais surtout pour l'épicerie, dans laquelle on trouve du saucisson comme à la maison»*, avoue en riant la jeune femme, issue d'une famille pieuse comme on l'est dans les montagnes caucasiennes, mais plutôt libérale pour la région. Chez les Mourtazalieva, obsédés par l'éducation, y

compris celle des filles, les femmes ne se couvraient pas les cheveux et les jeunes ne fréquentaient pas assidûment la mosquée.

Souricière. Ses nouvelles copines lui présentent un jeune du pays, le Tchétchène Saïd Akhmaev, qui devient comme un grand frère protecteur dans la capitale hostile. Zara ignore qu'il est agent des brigades de lutte contre le crime organisé dépendant du ministère de l'Intérieur russe. Il est chargé de faire du chiffre dans la lutte antiterroriste. C'est pourquoi, le soir du 4 mars 2004, elle ne se méfie pas quand une voiture aux vitres teintées l'emmène au poste de police pour un «*contrôle de papiers de routine*». Saïd le lui a confirmé au téléphone : tous les Caucasiens se font contrôler en cette veille de présidentielle. L'époque est instable, la deuxième guerre de Tchétchénie n'est terminée qu'officiellement et Moscou vit dans la psychose des attentats terroristes perpétrés par les «*veuves noires*», des femmes kamikazes qui se font sauter dans les lieux animés pour venger un mari ou un frère morts à la guerre.

Au poste de police, la souricière se referme : une «*savonnette*» de TNT est découverte dans le sac à main de l'étudiante. «*J'étais abasourdie. Je savais que les Tchétchènes se faisaient piéger, mais je n'avais aucun mobile, personne n'est mort à cause du conflit parmi mes proches*», assure Zara. Selon son avocat, elle est une des victimes de la «*politique du chiffre*» des services de sécurité.

A l'issue d'un procès éclair, en janvier 2005, la jeune fille est déclarée coupable de la préparation d'un attentat et du recrutement de kamikazes, et condamnée à neuf ans de camp. Malgré le retrait de la déposition d'une de ses deux amies, Anya Koulikova, qui a avoué avoir été forcée à témoigner contre elle. Et malgré la grossièreté des ficelles du dossier. La principale pièce à conviction n'a pas été produite au tribunal : l'intégralité du TNT aurait été détruite lors de l'expertise. En revanche, l'accusation a brandi des photos un peu floues d'un centre commercial, près de la place Rouge, le site présumé du futur attentat. «*J'arrivais d'un pays en ruines, ravagé par la guerre, et tout m'épatait à Moscou, les vitrines, les gratte-ciel, les voitures. Je prenais en photo tout ce qui brillait*», explique Zara dans le silence du vieil appartement moscovite où nous nous rencontrons.

Elle est hébergée par son amie Zoïa Svetova, 53 ans, journaliste et défenseure des droits de l'homme, fille de dissidents réprimés par le régime soviétique et petite-fille de victimes des purges staliniennes.

Alertée par les ONG qui s'emparent de l'affaire après le repentir d'Anyà, Svetova a couvert le procès de Zara pour son journal, *Rousski Kourrier*. «*C'était un cirque, l'acte d'accusation tombait en morceaux sous nos yeux, la juge était très pressée de boucler le dossier*», se souvient la journaliste. Alors que Zara attend dans sa prison moscovite d'être transférée dans un camp de Mordovie, les deux femmes entament une correspondance. Au fil des lettres, Zoïa, convaincue de l'innocence de la Tchétchène, se prend d'amitié pour elle.

Pendant huit longues années, la journaliste prendra le train de nuit deux ou trois fois par an pour aller passer trois heures au parloir avec son «*étudiante tchétchène transformée en terroriste kamikaze*». Elle raconte à la détenue la vie culturelle de la capitale, de peur que la jeune femme, intelligente et sensible, ne devienne une «*taularde*». Zoïa trouve de l'argent pour permettre à la mère de Zara de faire le voyage le plus souvent possible. Elle frappe inlassablement aux portes de toutes les instances, elle sollicite personnellement, en vain, le président de la république tchétchène, Ramzan Kadyrov.

Passage à tabac. Une dévotion qui paraît d'autant plus exceptionnelle à Zara qu'au milieu des années 2000, les Tchétchènes sont les pestiférés de la Russie, tous des terroristes en puissance. «*Les gens comme vous, il aurait fallu les tuer dans le ventre de leur mère, il faut tous vous exterminer*», lui disaient les geôliers à son arrivée à Potma. Mais Zara ne se laisse pas faire : «*Ta vie au camp dépend de la manière dont tu te positionnes d'entrée de jeu. Il faut résister, sinon, tu te fais piétiner par l'administration et par tes codétenues.*» La jeune femme refuse de se plaindre. Pourtant, comme beaucoup de prisonnières, elle reçoit des coups. Pour une infraction au règlement, pour un retard dans le travail. «*Le harcèlement sexuel est monnaie courante. Le personnel méprise les détenues en toute impunité.*»

Zara a vu l'une des filles emprisonnées perdre la raison après un violent passage à tabac.

Vers la fin de sa peine, une nouvelle directrice adjointe arrive au camp. Zara frissonne : *«Elle nous traitait de salopes, de putains, et changeait le règlement tous les jours, en fonction de ses humeurs.»* Elle a déchiré le journal de Zara le jour de sa libération. Tout ce qui se passe au camp reste dans le camp. Pour plus de sûreté, quand des commissions d'inspection débarquent, les potentielles cafteuses sont jetées au mitard. Les médecins, eux, se gardent bien d'établir la liste des blessures infligées par le personnel. D'ailleurs, les femmes évitent en général de se plaindre.

De toute façon, dénoncer un employé abusif est un combat perdu d'avance car l'administration pénitentiaire locale est une grande famille. Là-bas, on est maton de père en fils. Depuis les années 1930, la Mordovie est une terre carcérale. Aux confins ouest de la région, sur une petite centaine de kilomètres, s'étire un chapelet de villages, chacun adossé à deux ou trois colonies de rééducation autour desquelles tourne toute la vie économique. Dans le coin, le système pénitencier est le seul pourvoyeur d'emplois. Gardiens, cuisiniers, médecins, jusqu'aux chauffeurs de taxi qui font la navette entre la gare et les parloirs.

«La véritable punition, c'est d'être 24 heures sur 24 entourée de gens sans une seconde d'intimité», poursuit Zara. Les prisonnières sont réparties en détachements de 160 personnes, et vivent par chambrées de 40. Les journées sont remplies du lever au coucher : huit heures courbée sur une machine à coudre, puis les tâches ménagères et les diverses corvées. Des caméras installées dans tous les dortoirs rendent impossible d'arracher quelques minutes de sieste. Une fois par semaine, les détenues ont droit à une toilette intégrale : vingt minutes au *bania*, pour se laver, s'épiler, faire tremper le linge. Le reste du temps, elles se contorsionnent pour se laver par bouts dans le lavabo. Zara, elle, trouve le moyen de se friser les cheveux. En huit ans, elle n'est pas sortie une seule fois sans maquillage. *«C'est le dernier rempart de ta dignité humaine et féminine»,* lance-t-elle. *«Le jour de sa libération, elle a franchi la porte du camp et s'est avancée vers nous*

comme une star sur le tapis rouge de la Croisette, en talons aiguilles, tirée à quatre épingles», raconte Zoïa, émue aux larmes.

Livres. Pendant huit ans, Zara a cousu des uniformes militaires pour l'équivalent de 18 euros par mois, et appris les lois de la jungle carcérale. Tu ne cancaneras pas, tu ne cafteras pas, tu ne voleras pas, tu ne collaboreras pas avec la direction, tu ne feras confiance à personne. Zara utilise à son avantage son statut de «*criminelle dangereuse*» : «*Je n'avais aucune remise de peine à espérer, jamais on ne m'aurait accordé une conditionnelle, ce qui me rendait libre d'enfreindre le règlement, de défendre mes droits. J'étais l'emmerdeuse de service.*» D'où de multiples séjours au mitard. Mais là encore, Zara trouve un revers positif : cette lectrice compulsive voit dans l'isolement du cachot un répit au collectivisme outrancier de la vie derrière les barbelés. Pour satisfaire son appétit, Zoïa lui expédie des livres par brassées. Poésie, théâtre, littérature classique. En arrivant à Potma, Zara a dévoré *l'Archipel du goulag* : «*J'ai puisé des forces chez Soljenitsyne. S'ils ont tenu, il aurait été honteux que nous ne tenions pas.*»

La nouvelle mission de Zoïa, après avoir aidé la jeune femme à survivre mentalement et psychologiquement en prison, est de lui réapprendre à vivre en liberté. Elle l'introduit dans les cercles de l'intelligentsia moscovite, l'emmène au théâtre et au musée. Elle l'aide dans ses premiers pas professionnels. Les talons de Zara résonnent désormais dans la rédaction du magazine indépendant *The New Times*.

Les ONG russes dans le collimateur de Poutine

RECIT. Les associations du pays doivent désormais se déclarer «agent de l'étranger» si elles perçoivent des fonds extérieurs. Une loi qui révèle le durcissement du régime.

Par Veronika DORMAN

(Paru le 23 novembre 2012)

Depuis deux jours, les organisations non gouvernementales (ONG) russes qui reçoivent des financements de l'étranger sont tenues de se déclarer «agent de l'étranger», si elles participent à des «actions politiques» destinées à infléchir «l'opinion publique dans le but de modifier la politique gouvernementale», dans l'intérêt d'Etats, d'institutions ou de particuliers étrangers.

Les ONG qui se reconnaissent dans cette définition doivent s'inscrire volontairement sur un registre géré par le ministère de la Justice et estampiller toutes leurs publications d'une mention «agents de l'étranger». Ces associations seront également soumises à des contrôles officiels accrus de leurs ressources et de leur comptabilité, qu'elles devront rendre publiques trimestriellement.

Mardi, dès l'entrée en vigueur de la loi, les ONG concernées ont annoncé en chœur un boycott de celle-ci, jugée infamante et discriminante. «*Cette loi n'a pas été rédigée par des juristes, toutes les définitions sont floues, explique l'avocate Daria Miloslavskaya, directrice de la filiale russe de l'ICNL, le centre international juridique pour les ONG. Ce qui veut dire que n'importe quelle organisation pourra être accusée de n'importe quoi, si elle se retrouve dans le collimateur du pouvoir.*» A l'instar de nombreux

représentants de la société civile, elle ne doute pas que cette loi sera aussi utilisée pour gêner les associations qui dérangent.

Discriminatoire. Sur les 220000 ONG enregistrées en Russie aujourd'hui, seules 75000 sont réellement actives et 10% reçoivent des fonds de l'étranger. Les organisations sanitaires, écologiques, scientifiques et culturelles, ainsi que les fondations caritatives ne seront pas concernées par cette législation.

Ce n'est pas le cas des associations d'aide sociale ou éducative, et encore moins des organisations de défense des droits de l'homme, généralement critiques envers le régime de Vladimir Poutine, et qui semblent particulièrement visées. *«Notre succès lors des élections législatives de décembre 2011 et la présidentielle de mars leur est resté en travers de la gorge»*, explique Grigory Melkonyants, directeur de l'association Golos, pour la défense des droits des électeurs. La dénonciation active des fraudes électorales a servi d'étincelle au mouvement de contestation sans précédent qui s'est emparé de la capitale russe il y a presque un an.

Pour l'ensemble des militants, la loi est anticonstitutionnelle et discriminatoire et ne vise qu'à intimider les organisations et les donateurs qui travaillent dans des sphères sensibles. *«La plupart des ONG de défense des droits de l'homme sont obligées de chercher des financements à l'étranger, car cet argent est introuvable en Russie : personne ne veut payer pour combattre les fraudes électorales, la corruption, la torture en prison, l'arbitraire de la police, l'atteinte aux droits des habitants du Caucase du nord»*, énumère Melkonyants. Et de rappeler le sort de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski qui s'est retrouvé derrière les barreaux parce qu'il sponsorisait des institutions d'opposition : *«Tous les hommes d'affaires ont reçu le message : vous payez nos détracteurs, on vous jette en prison.»*

Le plus grave, selon Miloslavskaya, c'est que le pouvoir force les ONG à s'apposer volontairement le sceau de l'infamie : *«C'est un stigmatte profond et humiliant, car "agent de l'étranger" n'est pas une expression neutre en Russie.»* Largement utilisée dans la traque paranoïaque à l'ennemi intérieur à l'époque soviétique, elle garde une connotation antipatriotique. *«Je ne*

doute pas que la confiance de nos interlocuteurs sera entamée le jour où la mention "agent de l'étranger" apparaîtra sur nos documents», explique la juriste.

De son côté, Alexandre Sidiakine, le député pro-Poutine, membre d'aucun parti et à l'origine de la loi, ne comprend pas ces réactions alarmistes : *«Il n'y a rien d'insultant dans l'expression "agent de l'étranger", il s'agit simplement d'appeler les choses par leur nom et de faire preuve d'honnêteté. Je pense que Golos ou Amnesty International font passer leurs opinions pour celles de la société civile, et ce pour le compte des Etats-Unis. Les gens ont le droit de le savoir.»* Il affirme ainsi n'avoir rien contre les Etats-Unis et dit s'être inspiré du *Foreign Agents Registration Act* de 1938, adopté pour lutter contre l'influence nazie. *«Il ne s'agit pas du tout de s'attaquer à la société civile ou de faire pression, mais simplement de faire une liste de certaines organisations et de leur imposer des règles de transparence»,* se défend le député.

Le Kremlin semble ainsi prompt à voir de l'ingérence étrangère partout où verdit le moindre dollar. *«Le pouvoir ne peut pas comprendre que quelqu'un donne de l'argent sans exiger de contrepartie, explique Melkonyants, ni que des Etats puissent promouvoir des valeurs comme la liberté ou les droits de l'homme, parce qu'ils veulent des voisins et des partenaires stables.»*

Haute trahison. Récemment, son association a été durement ébranlée après l'arrêt, en Russie, de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), qui finançait Golos à 70%. Bien que Usaid ait dépensé plus de 2 milliards d'euros dans le pays, depuis 1991, dans des projets autres que la défense des droits de l'homme - comme l'écologie ou le sida -, le ministère des Affaires étrangères a jugé que l'organisation cherchait à influencer les processus politiques.

Depuis le retour au Kremlin de Vladimir Poutine en mars, l'étau se resserre autour de ceux qui ont participé, de près ou de loin, à la vague de contestation de 2012. Ainsi, outre les ONG, la Douma étudie également des lois afin de réglementer les manifestations avec, entre autres, de lourdes

amendes pour les rassemblements non autorisés ; et la diffamation, dépenalisée par Medvedev, est de nouveau passible d'amende. De plus, les définitions de haute trahison ou d'espionnage ont été étendues et leurs contours élargis, et des sites internet jugés indésirables sont désormais sur liste noire.

Le directeur de l'association Mémorial, Oleg Orlov, est pessimiste : *«Toutes ces nouvelles lois sont un "package" de réaction à la conjoncture. Le régime se durcit. Les moyens dont dispose la société pour influencer le pouvoir se réduisent comme peau de chagrin et le dialogue entre la société et le pouvoir s'interrompt.»*

En Russie, direction rétrograde

REPORTAGE. Pour son troisième mandat, Poutine ne prend plus de gants. Les lois liberticides se multiplient, avec les homosexuels particulièrement en ligne de mire. A Moscou, 10000 manifestants défilent pour les contester. Dans l'indifférence quasi générale.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 13 juin 2013)

Ils ont marché «*pour notre liberté et la vôtre*», presque en comptant leurs rangs clairsemés, l'air un peu plus grave, moins conquérant aussi, parce que chaque jour qui passe amène son lot de nouvelles lois et règlements liberticides. Treize mois après les durs affrontements qui avaient marqué l'investiture de Vladimir Poutine à un troisième mandat de président, 10000 contestataires russes ont repris hier la place Bolotnaïa, à Moscou, devenue ces derniers mois le symbole de la répression. Une répression qui punit les simples manifestants, menace leurs leaders, s'attaque à leurs voies de communication et leurs soutiens, et encourage le retour aux traditions.

Un an après les faits, une vingtaine de contestataires font l'objet de poursuites mais n'ont toujours pas été jugés, à l'exception de deux punis de prison ferme. Douze simples manifestants comparaissent en justice depuis la semaine dernière pour des actes de violence mineurs. Le procès a été reporté et leur détention préventive prolongée de six mois. Sans provoquer trop de réactions même si un Russe sur deux pense que ces procédures ont pour but d'intimider la population. Soupçonnés de «*préparation de troubles massifs*», les principaux dirigeants de l'opposition, dont le blogueur Alexeï

Navalny, et le leader du Front de gauche, Sergueï Oudaltsov, ont été assignés à résidence et risquent dix ans de camp.

Blasphème. Réélu pour un troisième mandat de président, au terme d'un scrutin validé par les capitales internationales, Poutine a sifflé dès son investiture la fin de la kermesse. Plus question de donner de faux espoirs à une jeunesse en quête de rapprochement avec le monde. Sa Russie à lui n'est pas la Russie moderne, tournée vers les nouvelles technologies et la communication, que promettait son prédécesseur, Dmitri Medvedev. C'est une Russie qui se replie sur ses traditions orthodoxes et s'appuie sur les couches les plus conservatrices de la société.

C'est sur la question des mœurs que le recul est le plus évident. Mardi, le Parlement russe, la Douma, a adopté deux lois qui marquent ce retour en arrière : l'une punit le blasphème, l'autre la propagande en faveur de l'homosexualité auprès des mineurs. La première bien sûr n'utilise pas le mot de blasphème - un comble pour un Etat laïc - mais parle d'«*offense aux sentiments religieux des croyants*». Cette loi a été élaborée a posteriori pour justifier l'envoi en camp, pour deux ans, de deux punkettes des Pussy Riot qui avaient osé pendant la campagne électorale chanter une prière anti-Poutine dans la grande cathédrale de Moscou. En août, quand elles ont été condamnées, la justice n'avait pu brandir qu'une loi sur le hooliganisme, manifestement inadaptée et contestée par les juristes. «*Nous sommes témoins d'un coup clérical*», s'indignent les représentants d'organisations de défense des droits de l'homme. Presque sans aucun écho. Car huit Russes sur dix se sont dits favorables à l'existence de ces dispositions.

Maladie. La seconde loi est tout aussi hypocrite. Le mot homosexualité a été remplacé au dernier moment par celui de «*relations sexuelles non traditionnelles*». En réalité, elle réintroduit par la bande la censure dans les médias. Mais là encore, elle rencontre l'approbation d'une bonne partie de la société. Comme l'Eglise orthodoxe, celle-ci croit que l'homosexualité est au mieux une maladie et ne s'émeut guère quand les gays sont victimes de passage à tabac, voire tués. Poutine, qui avait joué sur le rétablissement de la puissance russe lors de ses deux premiers mandats, conforte la société dans ce conservatisme qui l'oppose à l'Occident. «*Si le Parlement votait*

une loi restreignant les adoptions d'enfants russes par des familles du même sexe, je la signerais», a-t-il répété au début du mois de juin.

L'opposition ne s'avoue pas vaincue. Malgré les poursuites entamées contre eux, Alexeï Navalny et Sergueï Oudaltsov sont candidats à l'élection à la mairie de Moscou prévue en septembre.

Un bon business de Russie et Paris ferme les yeux

ANALYSE. Tandis que les droits de l'homme sont le parent pauvre de la visite de François Hollande au pays de Poutine, le lobby prorusse est à la manœuvre en France.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 27 février 2013)

On ne saurait nier à un chef d'Etat le droit de jouer les VRP de l'économie de son pays lorsqu'il se rend à l'étranger. Pas plus à François Hollande, qui est aujourd'hui et demain à Moscou, qu'à Nicolas Sarkozy, lequel, lors de son mandat, avait fait plusieurs passages en Russie. Pour les pragmatiques, l'énergie russe, les beaux restes de l'industrie aérospatiale, ou encore la construction navale valent peut-être une cathédrale - celle que le Kremlin entend, malgré les réticences de la mairie de Paris, faire bâtir sur les berges de la Seine.

La *realpolitik* est le maître mot des milieux d'affaires agissant entre Paris et Moscou. Certains exemples montrent que les limites entre compromis et compromissions sont devenues floues. A en croire l'hebdomadaire d'opposition *Novaïa Gazeta*, le directeur de la filiale russe du groupe français Yves Rocher, Bruno Leproux, a porté plainte en décembre auprès du Comité d'enquête, un organisme qui dépend du Président, contre une société de transport derrière laquelle on trouve le célèbre opposant Alexeï Navalny, ainsi que son frère. Or le premier, coorganisateur des grandes manifestations anti-Poutine de l'hiver dernier, fait l'objet depuis des mois d'un véritable harcèlement judiciaire.

«**Lâcheté**». Pour une bonne partie de l'opinion publique russe, le géant français du cosmétique a été piégé par le Kremlin. «*Yves Rocher a été trompé ou bien quelqu'un lui a fait peur*», a commenté Alexeï Navalny sur son blog. Les premiers appels à boycotter les produits de ceux qui sont «*prêts à participer à n'importe quelle lâcheté*» circulent sur la Toile. Une perspective inquiétante pour l'entreprise française, qui a développé 238 boutiques et 25 salons dans 90 villes de Russie. Coincé aux entournaux, le groupe reste coi. «*Une enquête est en cours, dit un responsable de la communication à Paris. Nous ne ferons pas de commentaire.*»

A chaque nouveau locataire de l'Elysée, on croit que la France fera un peu plus attention aux droits de l'homme au pays de l'autoritaire Poutine. Jacques Chirac, l'ami de Boris Eltsine, le premier président postsoviétique, s'était cru autorisé à mentionner la Tchétchénie à Poutine. On lui a vite fait comprendre que le sujet fâchait. Avant son élection, Nicolas Sarkozy s'était fait le champion des droits de l'homme. Son revirement s'est effectué en six mois. A l'instigation, assure-t-on, d'une bonne partie du Quai d'Orsay et de son propre conseiller, Jean-David Levitte. Le candidat Hollande avait appelé en décembre 2011 le candidat Poutine, alors Premier ministre, à «*prendre la mesure de l'exigence démocratique*» de la population russe. Mais celle-ci semble avoir disparu du calendrier alors que la répression s'accroît.

«*Quelqu'un a certainement expliqué à Hollande que c'est comme ça qu'on fait avec les Russes*», estime un analyste qui préfère ne pas être cité. En effet, il n'est pas toujours facile de faire affaire avec le géant slave. Toutes les péripéties qui entourent la vente du *Mistral* l'illustrent. On a successivement négocié quatre, puis deux navires de guerre, devant être construits à Saint-Nazaire ou à Saint-Pétersbourg. Et, finalement, la presse russe annonce que, problème, la Russie n'a pas le carburant qu'il faut. Erreur de stratégie ou groupes d'influence qui se tirent dans les pattes ?

Émissaires.«*Depuis son arrivée au pouvoir il y a treize ans, rappelle la politologue et criminologue Hélène Blanc, Poutine a ravivé tous les réseaux prorusses, qu'ils soient d'influence ou d'espionnage, qui soutenaient les*

relations franco-soviétiques à l'époque communiste.» Leur ambition est à la hauteur de leurs moyens, à en croire la politologue, qui raconte que François Bayrou lui a confié avoir été approché, alors qu'il était candidat à la présidentielle de 2002, par des émissaires prorusses qui lui avaient proposé de financer sa campagne. Un épisode qu'elle raconte dans un de ses livres, tout comme elle révèle qu'«*après une visite du maire de Nice à Moscou, la ville [française] a soudainement cessé de soutenir l'association culturelle orthodoxe, composée de Russes blancs, qui réclamait de pouvoir conserver son église rattachée au patriarcat de Constantinople, contre le Kremlin, qui voulait la rattacher à celui de Moscou*». Et qui a fini par le faire. Pour la chercheuse Marie Mendras, ce qu'on appelle le «réseau d'influence russe» «*existe au sein de l'Etat français et des grandes entreprises, où il s'est conjointement développé quand les échanges économiques sont devenus le cœur de la relation franco-russe*».

L'existence des lobbies prorusses est indissociable d'une forme d'antiaméricanisme encore dominant dans les cercles français, qu'ils soient diplomatiques, universitaires ou médiatiques, qui permettent à Moscou ce qu'ils refusent à Washington : l'arrogance. Car peut-on être souverainiste et accepter, par exemple, qu'une chercheuse comme Amandine Regamey ne puisse pas être nommée à la direction du centre franco-russe à Moscou parce que ses écrits déplaisent, alors que son poste est payé par la France ?

«La peur est la dernière ligne de défense du régime»

INTERVIEW. A la fin 2012, Garry Kasparov, ancien champion d'échecs, opposant de la première heure et leader de l'Autre Russie, se dit persuadé que "plus personne n'attend rien de Poutine". Et voit ce pouvoir vulnérable face à l'Occident.

Par Hélène DESPIC-POPOVIC

(Paru le 13 novembre 2012)

Après des mois de manifestations festives, la Russie s'est réveillée avec la gueule de bois. Arrestations, procès, interdictions, lois liberticides, tout un arsenal est actuellement déployé pour faire taire l'opposition. Un de ses plus ardents militants, l'ancien champion du monde d'échecs, Garry Kasparov était à Paris la semaine dernière. A l'occasion de la sortie à Paris de son livre *Poutine Echec et Mat !* le chef de file de l'Autre Russie a plaidé la cause des opposants persécutés depuis la réélection de Vladimir Poutine à la présidence russe en mars. L'ancien champion essaie encore de promouvoir les échecs. Il déplore que son pays s'en soit détourné. «*En Russie, le pouvoir n'aime pas trop favoriser l'intelligence. Un pays dominé par les oléoducs n'a pas besoin de cerveaux*», constate-t-il.

Où en est la contestation du régime en Russie ?

La contestation de rue a énormément progressé depuis 2006. Elle est passée de quelques milliers à plus de 100000 personnes. Le niveau de participation a certes baissé mais aujourd'hui, le noyau des contestataires est de 30000 à 40000 personnes, soit dix fois plus qu'il y a seulement un an. On peut sentir dans la population une frustration croissante à l'égard du pouvoir. Avant, les gens avaient peur du changement, car ils étaient satisfaits du régime en

général. Aujourd'hui, ils ont peur du changement, car dans leur esprit, c'est une menace. Mais plus personne n'attend rien de Poutine. De président de l'espoir, il est devenu le président de l'inertie. La peur est la dernière ligne de défense du régime. Les Russes pensent que les choses pourraient être pires. Ils cesseront de penser ainsi quand surgira une vraie alternative.

Est-elle déjà perceptible ?

La question n'est pas de savoir qui va remplacer Poutine mais ce qui va remplacer le régime de Poutine. Les gens n'attendent plus de sauveur, mais un changement du système. Ils veulent supprimer la fonction présidentielle, ou la rendre symbolique. Ils veulent plus de pouvoir politique et financier dans les régions et les municipalités.

Vous écrivez que Poutine ne finira pas son mandat. En êtes-vous sûr ?

Je ne parierai pas un dollar sur lui. Cela fait bientôt treize ans qu'il est au pouvoir. C'est trop long. La décennie précédente a été celle des dictateurs. Cette décennie-ci sera terrible pour eux. C'est la raison pour laquelle Poutine s'obstine à défendre Bachar al-Assad. Sa chute symbolise l'effondrement des dictateurs. Elle aura grand effet sur Poutine. Car l'idée de liberté est contagieuse.

Comment convaincre les sceptiques que Poutine aussi est un dictateur ?

Prenez Alexandre Loukachenko, le président biélorusse. Lui non plus n'a tué personne. Mais tout le monde comprend que c'est un dictateur. C'est clair qu'il ne quittera pas le pouvoir à moins d'y être obligé. La Russie n'est pas la Biélorussie, mais est-ce que quelqu'un dans le monde croit vraiment que Poutine quittera le pouvoir s'il perd les élections ? La situation s'aggrave. Le régime, qui était très sélectif dans son choix de personnes à attaquer, s'en prend à de plus en plus de gens qui osent le critiquer.

Quelle est l'ampleur de la répression ?

Lors des grandes manifestations de cet hiver, nous avons établi une liste de prisonniers politiques qui comportait 40 noms environ. Après le rassemblement du 6 mai [*à la veille de l'intronisation de Poutine, ndlr*],

13 personnes ont été arrêtées. Un nombre encore plus grand fait l'objet d'enquêtes judiciaires. Sept des 45 membres du conseil de coordination de l'opposition [*élu le mois dernier par les internautes*] font l'objet d'une procédure, et deux sont déjà en prison. Sans compter ce qui se passe en province. Il est clair que le régime prépare de grands procès. Avec toutes les lois votées cet été, n'importe quel militant politique peut désormais être traduit devant les tribunaux comme agent au service des puissances étrangères.

Comment se défendre ?

Seulement grâce à la solidarité. Nous nous en tenons à une résistance non violente. C'est essentiel pour le succès de la Russie à venir. Notre pays a dépassé toutes les limites de la violence. Nous essayons de lever des fonds pour aider les prisonniers et leurs familles. Promouvoir notre lutte à l'étranger est une priorité. Car à la différence des dictateurs classiques, le régime de Poutine est vulnérable face à l'Occident, car c'est ici, dans le monde libre, que se trouvent les fortunes - et les enfants - des oligarques et des bureaucrates. Toute pression concrète, comme la loi Magnitski, [*adoptée par le Sénat américain, qui interdit l'entrée des personnes impliquées dans la mort en prison de ce juriste russe*], pourrait porter un coup fatal au régime de Poutine. Car il perdrait son statut de protecteur du droit des oligarques et bureaucrates à piller la Russie et cacher leur butin à l'étranger.

Poutine peut-il faire des concessions, comme la libération des Pussy Riot ?

Poutine ignore ce qu'est un compromis. Il doit garder le contrôle. La question n'est pas de savoir si Poutine donnera un jour l'ordre de tirer; il est prêt à tout. La question est de savoir s'il aura assez d'exécutants prêts à suivre ses ordres. C'est pourquoi une mesure comme la loi Magnitski est si importante. Car elle vise les échelons inférieurs. Et cela peut les effrayer. Si les subordonnés de Poutine se rendent compte qu'il ne peut plus les protéger, ils réfléchiront deux fois avant d'obéir à ses ordres. C'est pourquoi

éviter que les pays occidentaux adoptent une loi Magnitski est devenu une priorité de la politique étrangère du régime.

La tactique de l'indulgence

INTERVIEW. En 2013, les JO de Sotchi approchent. Il est temps, pour Poutine, de polir un peu son image de dictateur. La libération de l'opposant Mikhaïl Khodorkovski et celle de deux des Pussy Riot est le grand signal envoyé à l'Occident. Le chercheur Thomas Gomart, analyse le tournant.

Par Marc SEMO

(Paru le 23 décembre 2013)

Thomas Gomart est directeur du développement stratégique à l'Institut français des relations Internationales (Ifri). Il dirige également le centre Russie-NEI dans cette même enceinte.

L'expulsion de Khodorkovski, qui rappelle celle de Soljenitsyne (l'auteur de l'Archipel du goulag) en 1974, marque-t-elle la peur du régime ?

La comparaison est trompeuse. On a tendance aujourd'hui à embellir le parcours de Mikhaïl Khodorkovski parce que son incarcération symbolise depuis dix ans l'arbitraire du régime. Mais il faut aussi se souvenir du début de sa trajectoire. Comme d'autres oligarques de l'époque Eltsine, il est un prédateur qui a profité du chaos du système pour créer en une dizaine d'années un groupe énergétique d'envergure internationale - Ioukos - jusqu'au moment où, au sommet de sa puissance en 2003, il a défié le pouvoir de Vladimir Poutine, alors encore chancelant. A défaut de pouvoir supprimer le poids économique des oligarques, ce dernier voulait casser leur influence politique. L'arrestation de Khodorkovski a marqué le tournant du régime vers l'autoritarisme et l'arbitraire. La détention de Khodorkovski a en même temps donné à ce dernier une réelle aura car, à la

différence d'autres oligarques - comme Boris Berezovski - il s'est refusé à quitter la Russie alors qu'il le pouvait. En le contraignant à l'exil, le pouvoir espère écorner cette image.

Pourquoi le pouvoir a-t-il décidé de le libérer ?

Dans cette affaire, Vladimir Poutine a encore une fois montré son sens tactique et son art de prendre ses adversaires à contre-pied. Personne ne s'attendait à une telle décision, ni à ce qu'elle soit mise en œuvre aussi rapidement. Plusieurs éléments expliquent ce coup de théâtre. Il y a la volonté du président russe de déminer la situation à l'approche des Jeux olympiques de Sotchi, alors même que de nombreuses associations et organisations en Russie, et surtout à l'étranger, comptent utiliser cet événement comme caisse de résonance pour dénoncer l'autoritarisme du régime.

L'enjeu est d'autant plus important pour le Kremlin que celui-ci veut utiliser cette vitrine pour afficher le retour de puissance de la Russie sur la scène internationale et le prestige de son *soft power*. Les mesures d'amnistie permettent la libération des Pussy Riot comme celle des militants de Greenpeace. Celle de Mikhaïl Khodorkovski et son expulsion privent, en outre, d'une voix et d'un drapeau une opposition active depuis la contestation de l'élection présidentielle de mars 2012 mais toujours très fragmentée.

Il s'agit aussi de rassurer les investisseurs. Mikhaïl Khodorkovski avait représenté, avec Ioukos, une tentative avortée de modernisation du secteur énergétique russe en s'inspirant du modèle des grandes compagnies occidentales et en débauchant nombre d'experts européens et américains. Alors que le secteur de l'énergie reste le cœur de l'appareil de production russe et qu'il est urgent de le restructurer, le Kremlin veut envoyer un signal aux capitaux étrangers en montrant que la page Ioukos est bien tournée.

Quel pourrait être désormais le rôle de Mikhaïl Khodorkovski ?

Il reste le principal opposant et le plus connu à l'étranger. Son arrestation et sa détention témoignent de ce qu'ont été les années Poutine. Contraint de

vivre à l'étranger, il dispose maintenant d'une totale liberté de parole et il peut intervenir quand il le souhaite dans l'espace public avec le relais des grands médias occidentaux. Toutefois, nous ne connaissons pas les conditions mises à sa libération. Mais s'il incarne, de toute évidence, un symbole aux yeux des opinions occidentales, en Russie, il est perçu de façon plus contrastée. Pour une partie de l'opinion, il reste un oligarque, un des membres de cette classe de profiteurs qui se sont enrichis de façon éhontée avec l'effondrement du communisme et qui continuent de susciter le rejet. Mais il est aussi l'oligarque qui n'a pas quitté le pays. Khodorkovski a eu le courage d'affronter la prison et son destin russe alors même qu'un antisémitisme toujours bien présent en Russie ne se prive pas de souligner les origines juives de bon nombre de ses pairs. Beaucoup de Russes lui en savent gré.

Poutine est aujourd'hui plus fort ?

En libérant Khodorkovski, Poutine a montré qu'il était imprévisible, ce qui est un élément de force. On avait déjà vu sa capacité d'initiative, à un moment où nombre de leaders d'autre pays n'en ont plus, à propos du dossier syrien, quand le Kremlin proposa le plan de mise sous contrôle international et de destruction de l'arsenal chimique. Il s'est posé comme une sorte de monarque absolu, dans la tradition du pouvoir russe, puis soviétique, où le dirigeant suprême peut seul décider aussi bien de l'incarcération d'un homme que de sa libération. C'est la force de ce système, mais en même temps toute sa limite et sa faiblesse, car il n'y a pas de forces intermédiaires ni de contre-pouvoirs qui oxygènent la société et peuvent servir d'amortisseurs. Une chose est sûre : la verticale du pouvoir, pour reprendre une expression chère au président russe, existe toujours en Russie.